

# MESURER LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION



2013

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE





Union internationale des télécommunications

# MESURER LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

2013

RÉSUMÉ  
ANALYTIQUE



© 2013 UIT  
Union internationale des télécommunications  
Place des Nations  
CH-1211 Genève Suisse

Langue originale: anglais

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'interrogation ni transmise sous quelque forme que ce soit et par aucun procédé, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation préalable de l'Union internationale des télécommunications.

## Avant-propos

J'ai l'honneur de présenter l'édition 2013 du Rapport Mesurer la société de l'information. Depuis cinq ans déjà, ce rapport annuel met en évidence les principales lignes d'évolution dans le domaine des TIC et évalue le coût et l'accessibilité économique des services TIC, conformément aux méthodes reconnues sur le plan international. L'un des principaux outils pour ce faire est l'Indice de développement des TIC (IDI), qui permet de classer les pays en fonction de leurs résultats en termes d'infrastructures et d'adoption des TIC. Le rapport vise à fournir une évaluation objective des résultats obtenus au niveau international, à l'aide d'indicateurs quantitatifs et d'éléments de comparaison, et à apporter ainsi une contribution essentielle au débat de politique générale sur les TIC entre les Etats Membres de l'UIT. On trouvera également dans l'édition de 2013 les derniers résultats du panier de prix des TIC (IPB), la première série complète de données sur le prix des services à large bande mobile, le tout premier modèle permettant de mesurer la part que représente la génération du numérique dans la population mondiale, ainsi qu'une évaluation quantitative des dernières évolutions en matière de radiodiffusion télévisuelle numérique.



Plus de 250 millions de personnes sont venus grossir les rangs des internautes en 2012 et près de 40% de la population mondiale utilisera l'Internet fin 2013. Les technologies et les services mobiles demeurent une composante essentielle de la société de l'information et le nombre d'abonnements au large bande mobile avoisine aujourd'hui les 2 milliards. Grâce aux réseaux à large bande mobile, les utilisateurs à même de se connecter à des réseaux à haut débit et de tirer parti d'une gamme toujours plus large d'applications et de services sont de plus en plus nombreux. Les débits des réseaux à large bande fixe et mobile ne cessent d'augmenter, tandis que les prix des services diminuent et que les TIC deviennent financièrement plus abordables: en l'espace de quatre ans, les prix du large bande fixe ont ainsi accusé une baisse spectaculaire de 82%.

Parallèlement, le rapport montre également que l'essor des TIC demeure limité dans un grand nombre de pays développement, notamment dans les pays les moins connectés (LCC) du monde, groupe composé de 39 pays (représentant 2,4 milliards d'abonnés) dont les niveaux de développement des TIC sont particulièrement bas. C'est à l'intérieur de ce groupe de pays que les TIC peuvent jouer un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de développement aux niveaux international et national et avoir les plus fortes retombées sur le développement, d'où la nécessité pour les responsables politiques de leur accorder une attention accrue.

Les jeunes sont les utilisateurs les plus actifs des TIC dans le monde. Pour la première fois, on a mis au point un modèle permettant d'estimer le nombre de personnes nées avec le numérique, c'est-à-dire de jeunes connaissant parfaitement bien les TIC et jouant un rôle moteur dans la société de l'information. Alors qu'à l'heure actuelle, 30% de jeunes font partie de la génération du numérique, le rapport indique que le nombre de personnes nées avec le numérique dans les pays en développement devrait doubler au cours des cinq prochaines années.

Le rapport met également en lumière les dernières évolutions survenues dans le domaine de la radiodiffusion télévisuelle numérique, qui constitue un autre puissant levier de la société de l'information en pleine expansion. Le secteur télévisuel a en effet connu de profondes mutations au cours des dernières années et, en 2012, le nombre de ménages équipés d'un téléviseur numérique a dépassé le nombre de ménages possédant un téléviseur analogique.

Cette avancée vient conforter la double mission de la radiodiffusion télévisuelle, à savoir répondre aux besoins de certains services publics associés aux communications et offrir un marché de premier plan aux créateurs, aux distributeurs et aux réseaux privés de contenus.

Je suis convaincu que les données et analyses présentées dans ce rapport seront très précieuses pour les membres de l'UIT, notamment les décideurs, les professionnels des TIC et tous ceux qui oeuvrent à l'édification d'une société mondiale de l'information inclusive.



Brahima Sanou  
Directeur

Bureau de développement des télécommunications (BDT)  
Union internationale des télécommunications

## Remerciements

L'édition 2013 du Rapport Mesurer la société de l'information a été établie par la Division des données et des statistiques sur les TIC (IDS) du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, composée notamment de Susan Teltscher (Chef de la Division), Vanessa Gray, Esperanza Magpantay, Doris Olaya et Ivan Vallejo. Les consultants suivants auprès de l'UIT ont fourni d'importantes contributions: Lisa Kreuzenbeck, Michael Best (Chapitre 4) et Simon Murray (Chapitre 5). Fernando Callorda, Diana Korka, Christoph Stork et Shazna Zuhely ont contribué à la collecte des ensembles de données sur les prix. Les collaborateurs suivants de l'UIT ont formulé des observations et suggestions fort utiles: Istvan Bozoski, Pham Hai, Aurora Rubio, Sameer Sharma, Anne Rita Ssemboga et Marcelino Tayob. Le travail a été accompli sous la direction générale de Cosmas Zavazava, Chef du Département de l'appui aux projets et de la gestion des connaissances (PKM) du Bureau de développement des télécommunications.

Le rapport contient des données fournies par Digital TV Research, Eurostat, l'OCDE, le FMI, la CNUCED, l'Institut de statistiques de l'UNESCO, la Division de la Population des Nations Unies et la Banque mondiale, auxquels nous exprimons notre profonde reconnaissance.

L'UIT remercie également pour leur coopération les pays qui ont fourni les données figurant dans le présent rapport.

Le présent rapport a été édité par Anthony Pitt et Bruce Granger, de la Section anglaise de traduction de l'UIT. La publication électronique a été réalisée par Nathalie Delmas et la couverture a été conçue par Céline Desthomas. Un appui administratif a été fourni par Herawasih Yasandikusuma.





# Table des matières

Avant-propos .....	iii
Remerciements .....	v
Table des matières .....	vii
Résumé analytique .....	1
Chapitre 1. Introduction.....	1
Chapitre 2. Indice de développement des TIC (IDI).....	7
Chapitre 3. Mesurer le coût et l'accessibilité financière du large bande .....	13
Chapitre 4. Evaluer la génération du numérique dans le monde .....	20
Chapitre 5. Tendances de la radiodiffusion télévisuelle numérique .....	27



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

## Chapitre 1. Introduction

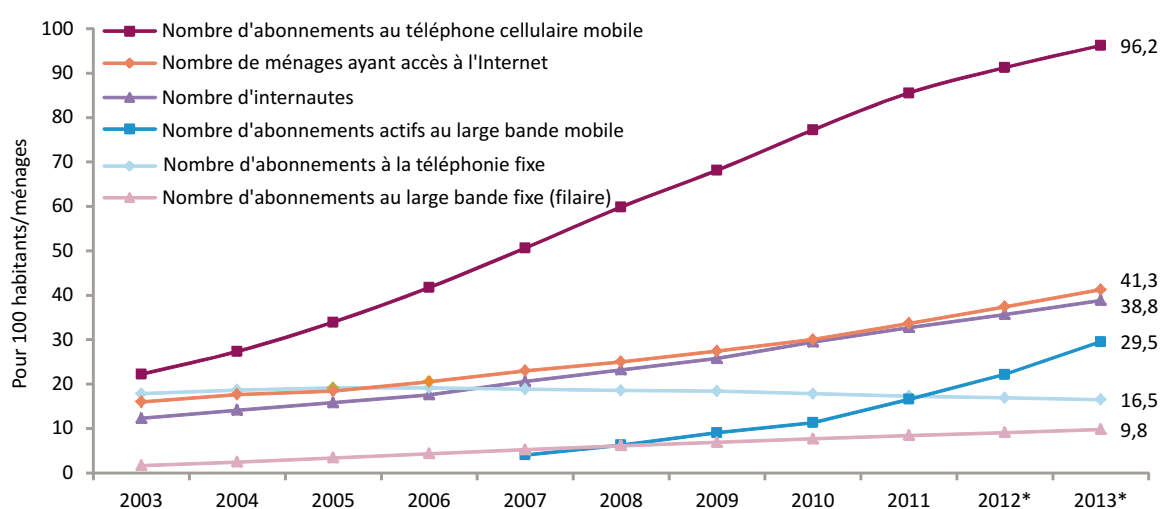
Alors qu'un nombre toujours croissant de personnes accèdent à la société mondiale de l'information et que les réseaux de communication à haut débit s'imposent désormais comme une infrastructure indispensable, il demeure plus important que jamais de suivre et de mesurer l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC). L'année dernière, le déploiement et l'adoption des TIC ont poursuivi leur progression à travers le monde (Graphique 1.1). D'après des estimations de l'UIT, on comptera d'ici à la fin 2013 environ 6,8 milliards d'abonnements au cellulaire mobile, soit autant d'abonnements que d'habitants sur la planète et on dénombre quelque 2,7 milliards d'internautes dans le monde. Cela signifie

cependant que 4,4 milliards d'habitants du monde sont toujours privés de connexion, de sorte qu'il faut accorder une attention prioritaire à ceux qui ne sont pas encore connectés et prendre des mesures pour améliorer l'accessibilité et le caractère économiquement abordable des services Internet à large bande partout dans le monde, afin de favoriser la mise en place d'une société de l'information inclusive.

### **Près de la moitié de la population mondiale se trouve à la portée d'un réseau 3G**

A l'heure actuelle, presque tous les habitants de la planète vivent dans une région qui est à la portée d'un signal cellulaire mobile. Néanmoins, tous ces réseaux mobiles n'ont pas été modernisés pour intégrer la technologie 3G, cette transformation étant nécessaire pour qu'un

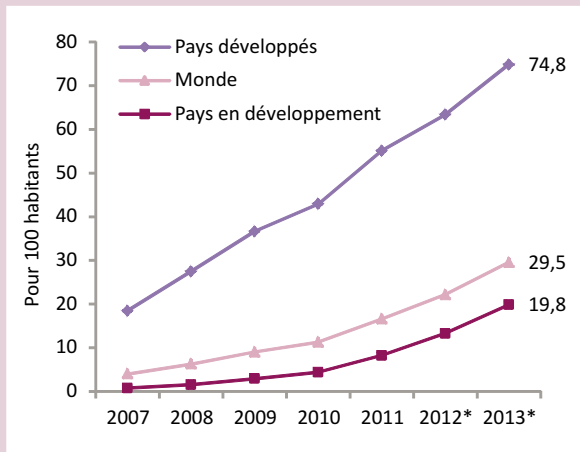
Graphique 1.1: Evolution du secteur des TIC dans le monde, 2003-2013\*



Note: \* Estimations.

Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

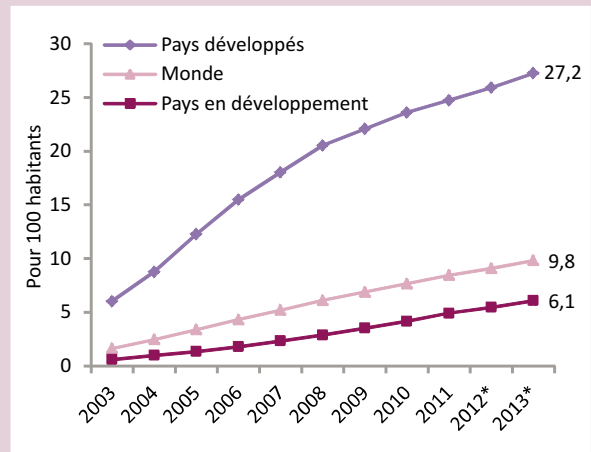
**Graphique 1.2: Nombre d'abonnements actifs au large bande mobile, dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2007-2013\***



Note: \* Estimations.

Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

**Graphique 1.3: Nombre d'abonnements au large bande fixe (filaire), dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2003-2013\***



Note: \* Estimations.

Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

réseau puisse être considéré comme un réseau à large bande mobile et fournir un accès à haut débit à l'Internet. Fin 2012, environ la moitié de la population mondiale était desservie par un réseau 3G. Selon les estimations de l'UIT, à la fin 2013, on dénombrera près de 2 milliards d'abonnements au large bande mobile, ce qui correspond à un taux de pénétration de l'ordre de 30% à l'échelle mondiale (Graphique 1.2). Le secteur du large bande mobile est celui qui a connu l'essor le plus rapide au cours des dernières années, puisqu'il enregistre un taux de croissance annuelle moyen (TCAC) de 40% depuis 2007. Ce secteur connaît une progression rapide non seulement dans les pays développés, mais aussi dans les pays en développement, où le nombre d'abonnements a doublé ces deux dernières années et dépasse à présent le nombre d'abonnements dans les pays développés. Les disparités entre pays développés et pays en développement restent cependant très prononcées, puisque le taux de pénétration s'établit à 75% dans les pays développés, contre 20% dans les pays en développement. La principale différence entre pays développés et pays en développement réside dans le fait que dans les pays développés, le large bande mobile vient souvent compléter l'accès au large bande fixe, sans toutefois s'y substituer.

### **La croissance du large bande fixe (filaire) marque le pas dans les pays développés**

La croissance du large bande fixe (filaire) se poursuit, mais à un rythme plus lent que dans le secteur du large bande mobile, avec un TCAC de l'ordre de 10% entre 2010 et 2013. Dans l'ensemble, ce ralentissement est imputable au fléchissement de la croissance dans les pays développés ces trois dernières années, alors que dans les pays en développement, la croissance poursuit sa progression à deux chiffres, grâce aux investissements importants consentis dans les réseaux à fibres optiques dans bon nombre de ces pays (Graphique 1.3). Néanmoins, des disparités considérables subsistent entre pays développés et pays en développement dans le domaine du large bande fixe (filaire). D'après les estimations les plus récentes de l'UIT, le taux de pénétration du large bande fixe (filaire) atteindra fin 2013 près de 10% à l'échelle mondiale, 27% dans les pays développés et environ 6% dans les pays en développement.

Il existe une étroite corrélation entre l'essor et l'accessibilité économique du large bande. Il ressort de données de l'UIT que le prix du large bande fixe, mesuré en pourcentage du RNB par habitant, a chuté de 82% ces quatre dernières années. Cette baisse est particulièrement marquée dans les

pays en développement, notamment parce que les valeurs initiales étaient très élevées. Toutefois, les prix des services à large bande fixe restent prohibitifs pour la plupart des habitants des pays en développement, puisque leur coût correspond en moyenne à 30% du RNB par habitant.

### **Dans les pays en développement, les recettes tirées des télécommunications ont moins pâti de la crise financière**

De 2007 à 2011, les recettes totales provenant des télécommunications ont augmenté de 12%, pour atteindre 1,8 milliard USD, soit 2,6% du PIB mondial (Graphique 1.4). Durant la même période, la part des pays en développement dans les recettes totales tirées des télécommunications est passée de 26 à 30%, ce qui témoigne de l'importance grandissante du secteur des télécommunications en tant que tel dans la croissance économique des pays en développement.

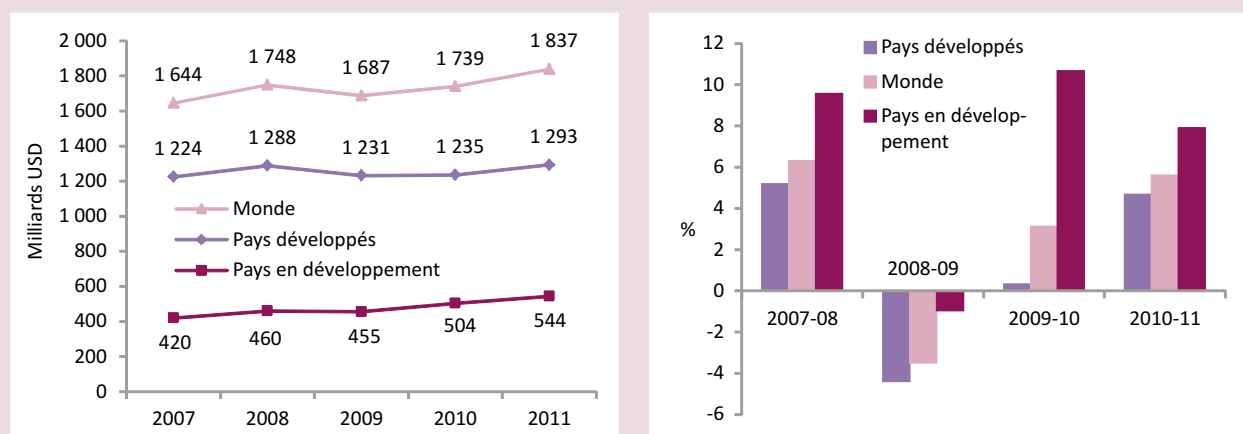
Entre 2008 et 2009, les recettes ont accusé une baisse, qui a coïncidé avec la crise financière mondiale. Malgré une reprise immédiate de la croissance dans les pays en développement en 2010, la reprise dans les pays développés ne s'est amorcée qu'en 2011. Ces données montrent que la situation financière difficile a réellement influé sur les

dépenses de télécommunication, en particulier dans les pays développés et que les pays en développement ont moins souffert de la crise financière. Toutefois, l'expansion du nombre d'abonnements s'est poursuivie entre 2008 et 2009, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, ce qui prouve que ce marché a résisté à une conjoncture économique défavorable, tandis que les dépenses (et par conséquent les recettes) de télécommunication ont été plus élastiques.

### **Les investissements dans les télécommunications n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux record de 2008**

Les dépenses d'investissement (CAPEX) consenties par les opérateurs de télécommunication ont atteint des niveaux sans précédent en 2008 et se sont établies au total à 290 milliards USD dans le monde, mais ont par la suite diminué pendant deux années consécutives (Graphique 1.5). En dépit de la reprise observée en 2011, les investissements n'ont toujours pas retrouvé leurs niveaux de 2008. Ce sont les pays développés qui ont connu la plus forte contraction entre 2008 et 2009, mais aussi la reprise la plus nette en 2011. Dans les pays en développement, les investissements ont été plus stables, avec un recul particulièrement marqué entre 2008 et 2009 et un léger redressement en 2011.

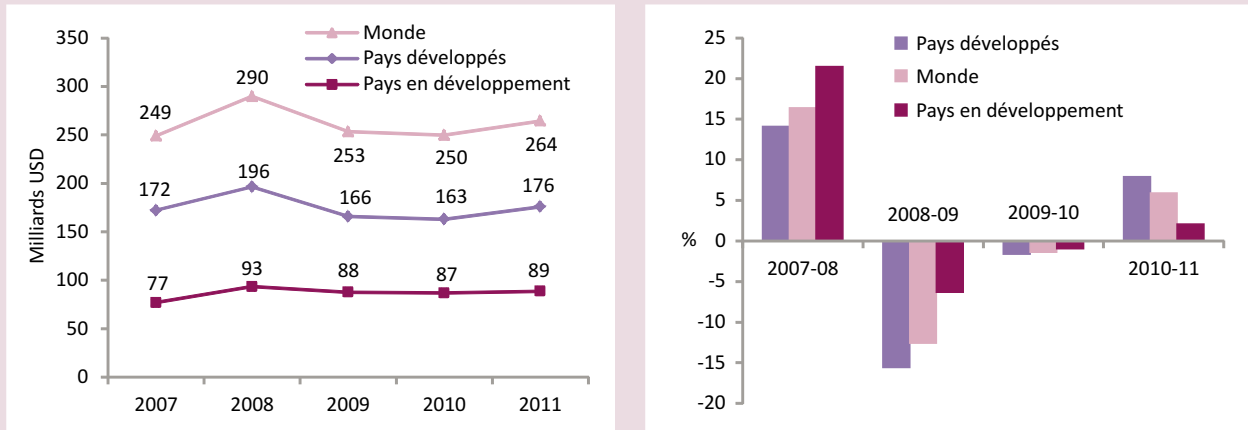
**Graphique 1.4: Recettes tirées des télécommunications, dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2007-2011, recettes totales en USD (à gauche) et croissance annuelle (à droite)**



Note: La catégorie "monde" comprend 82 pays représentant 94% du PIB mondial. La catégorie "pays développés" comprend 33 pays développés représentant 99% du PIB total des pays développés. La catégorie "Pays en développement" comprend 49 pays en développement représentant 86% du PIB total des pays en développement.

Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

**Graphique 1.5: Investissements annuels (CAPEX) réalisés par les opérateurs de télécommunication, dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2007-2011, total en USD (à gauche) et croissance annuelle (à droite)**



Note: La catégorie "Monde" comprend 67 pays représentant 87% du PIB mondial. La catégorie "Pays développés" comprend 31 pays développés représentant 96% du PIB total des pays développés. La catégorie "Pays en développement" comprend 36 pays en développement représentant 72% du PIB total des pays en développement.

Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

Le marasme de l'investissement après 2008 s'inscrit dans une conjoncture économique générale caractérisée par des restrictions d'accès aux marchés de capitaux, qui limitent parfois la capacité des opérateurs de mobiliser des fonds pour réaliser de nouveaux investissements. Les opérateurs mondiaux étant de plus en plus présents sur les nouveaux marchés, un grand nombre d'opérateurs exercent leurs activités aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, si bien que la conjoncture financière défavorable observée dans les pays développés a très certainement compromis les investissements dans les pays en développement.

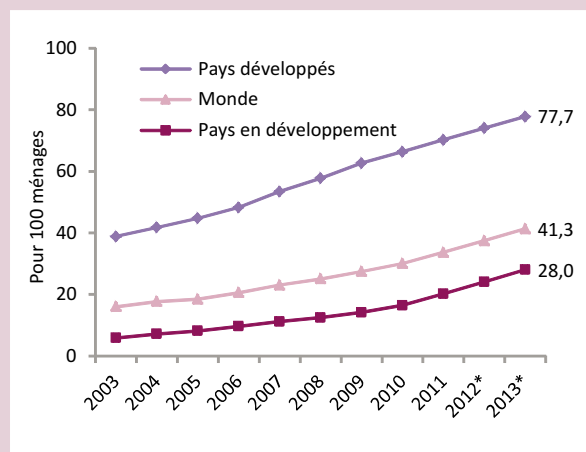
### **Pas moins de 1,1 milliard de ménages dans le monde ne sont toujours pas connectés à l'Internet**

Le nombre de ménages ayant accès à l'Internet est en hausse dans toutes les régions, mais d'importantes disparités subsistent entre pays développés et pays en développement, puisque fin 2013, les taux de pénétration atteignaient près de 80% dans les pays développés, contre 28% dans les pays en développement (Graphique 1.6). Cependant, dans les pays en développement, la proportion

de ménages disposant d'un accès à l'Internet est passée de 12% en 2008 à 28% en 2013, ce qui correspond à un TCAC exceptionnel de 18%.

Parallèlement, les chiffres font également apparaître que 1,1 milliard de ménages à travers le monde ne sont toujours pas connectés à l'Internet et que 90% d'entre eux se trouvent dans les pays en développement. Afin d'atteindre l'objectif fixé par la Commission "Le large bande au service du développement numérique",<sup>1</sup> il conviendrait que 40% des ménages des pays en développement aient accès à l'Internet à l'horizon 2015. Si la croissance se poursuit au même rythme que ces deux dernières années, il y a de fortes chances que cet objectif soit atteint. Etant donné que 53% de la population des pays en développement vivent dans les zones rurales, connecter l'ensemble de cette population à l'Internet à haut débit représente un défi de taille, en particulier sur le plan des infrastructures. Toutefois, la progression constante du déploiement du large bande hertzien et des services connexes, conjuguée à la baisse des prix, devrait se traduire par une amélioration de l'accès des ménages à l'Internet dans les pays en développement au cours des prochaines années.

**Graphique 1.6: Nombre de ménages ayant accès à l'Internet, dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2003-2013\***



Note: \* Estimations.

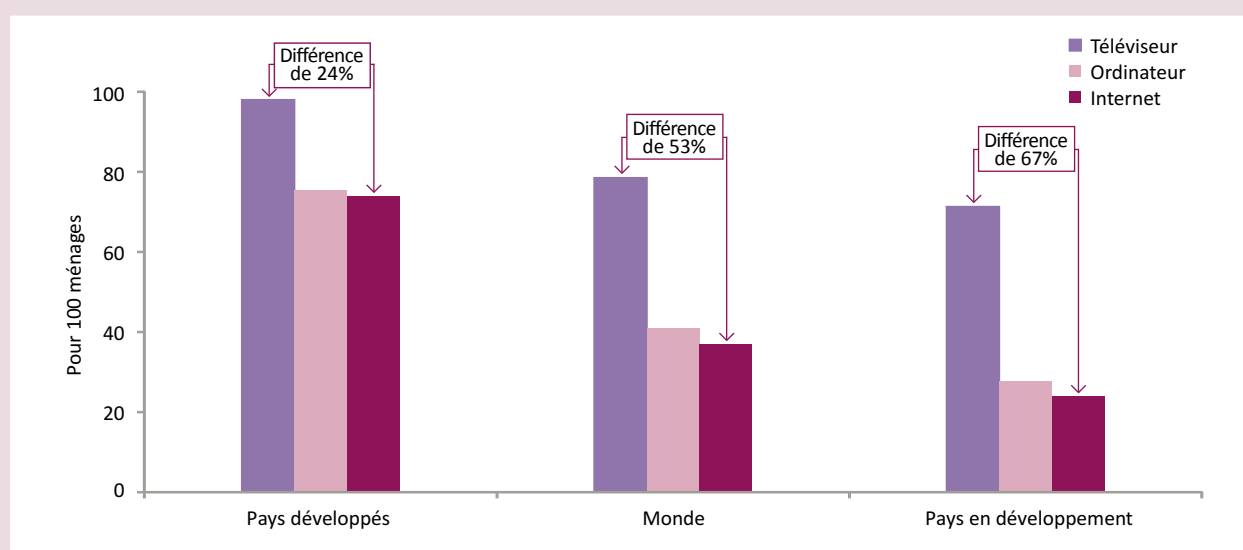
Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

Il est intéressant de comparer la proportion de ménages dotés d'un ordinateur et disposant d'un accès à l'Internet et celle des ménages équipés d'un téléviseur (Graphique 1.7). Ces équipements, pour fonctionner correctement, nécessitent dans les deux cas une alimentation électrique et entraînent pour le budget des ménages des dépenses liées à l'acquisition des équipements ou des services nécessaires ou encore aux redevances mensuelles d'abonnement. Fin 2012, près de 80% des ménages dans le monde possédaient un téléviseur, tandis que 41% étaient équipés d'un ordinateur et que 37% avaient accès à l'Internet. La différence entre les ménages équipés d'un téléviseur, d'une part, et les ménages disposant d'un ordinateur et d'un accès Internet, d'autre part, est nettement plus prononcée dans les pays en développement que dans les pays développés. En effet, dans les pays en développement, on compte trois fois plus de ménages équipés d'un téléviseur que de ménages disposant d'un ordinateur ou d'un accès à l'Internet (différence de 69%), alors que dans les pays développés, cette proportion est 1,3 fois plus importante (différence de 25%).

**Dans les pays en développement, les ménages équipés d'un téléviseur sont trois fois plus nombreux que ceux équipés d'un ordinateur ou disposant d'un accès à l'Internet**

**Aux taux de croissance actuelle, il est peu probable que l'objectif fixé par la Commission sur le large bande à l'horizon 2015 soit atteint en ce qui concerne le nombre d'internautes**

**Graphique 1.7: Nombre de ménages équipés d'un téléviseur, d'un ordinateur et ayant accès à l'Internet, en fonction du niveau de développement, 2012**



Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

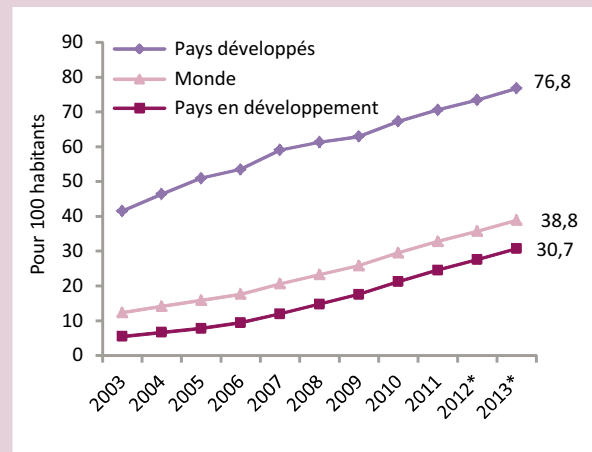
D'après les estimations de l'UIT, près de 40% de la population mondiale et 31% de la population des pays en développement sera connectée à la fin de 2013 (Graphique 1.8). Le taux de pénétration de l'Internet a enregistré en moyenne une croissance à deux chiffres ces dix dernières années, mais cette croissance est en recul dans les pays développés, où les taux de pénétration atteindront près de 77% fin 2013, contre 31% dans les pays en développement. Dans les pays les moins avancés (PMA), on estime que moins d'une personne sur dix utilisera l'Internet fin 2013.

Compte tenu de l'objectif fixé par la Commission "Le large bande au service du développement numérique", au moins 60% de la population mondiale, 50% de la population des pays en développement et 15% de la population des PMA devrait être connectée à l'horizon 2015. Cet objectif, qui se voulait ambitieux, a cependant peu de chances d'être réalisable aux taux de croissance actuels. Les pays en développement devront donc redoubler d'efforts pour rendre l'Internet plus abordable et économiquement accessible pour les groupes à faible revenu, qui représentent la grande majorité des consommateurs des pays en développement.

**Pas moins de 146 gouvernements ont adopté un plan national relatif au large bande**

L'adoption de politiques nationales en matière de TIC/large bande permet de stimuler le marché, de développer les services et de faire baisser les prix. En conséquence, les gouvernements ont un rôle important à jouer en créant des conditions propices au développement du marché des TIC et au déploiement des infrastructures à large bande. A l'heure actuelle, sur les 146 gouvernements ayant adopté, ou projetant d'adopter, au niveau national une politique, une stratégie ou un plan destiné à promouvoir le large bande, 70% proviennent de pays en développement. En outre, près de 35% des pays ont inscrit le large bande dans leur définition de l'accès ou du service universel et cette proportion devrait encore augmenter.<sup>2</sup> Un grand nombre de ces politiques et de ces plans concernant le large bande sont axés sur la mise en place d'une infrastructure nationale en matière de large bande et visent essentiellement à connecter les ménages, mais aussi à stimuler la demande grâce à l'adoption de services et d'applications en ligne tels que le commerce

**Graphique 1.8: Nombre d'internautes, dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2003-2013\***



Note: \* Estimations.  
Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

électronique, le cyberenseignement, la cybersanté et l'administration publique en ligne.

**Les principaux groupes cibles retenus dans le cadre des objectifs de développement pour l'après-2015 figureront parmi les 4,4 milliards de personnes qui ne sont toujours pas connectés**

Il est indéniable que les TIC demeurent un vecteur essentiel de développement socioéconomique. L'accès aux nouvelles technologies est important pour faire en sorte que tout un chacun puisse pleinement saisir toutes les occasions nouvelles qui s'offrent en matière d'emploi, d'éducation, de santé, de gouvernance et de consolidation de la paix. A un moment où le monde évolue vers une société de l'information reposant sur des connexions permanentes à haut débit, le risque que les possibilités d'accès aux TIC ne soient pas les mêmes pour tous est bien réel. Les cibles prioritaires des OMD et des objectifs de développement pour l'après-2015 devront précisément se trouver parmi les 4,4 milliards d'habitants de la planète qui ne sont toujours pas connectés à l'Internet. Les personnes vivant en dehors des grandes villes dans les pays en développement sont celles pour lesquelles les TIC peuvent avoir les plus fortes incidences sur le développement. Le fossé qui sépare ceux



qui font partie de la société mondiale de l'information et ceux qui en sont exclus, c'est à dire les laissés-pour-compte et ceux pour lesquels les perspectives de progrès sont limitées, risquent même de se creuser.

C'est pourquoi il faudra continuer de suivre de près et de mesurer l'évolution de la société de l'information, afin de recenser les progrès accomplis et de mettre en évidence les lacunes qui subsistent dans ce domaine, pour veiller à ce que les possibilités d'accès et d'utilisation des TIC, ainsi que leurs effets, soient les mêmes pour tous. En outre, il est indispensable d'associer les experts nationaux et internationaux en statistique au tout début du processus visant à formuler des objectifs et des indicateurs dans le domaine des TIC au service du développement. L'UIT, conjointement avec ses partenaires, s'emploie activement à établir des liens entre les participants aux débats dans ce domaine et à faire en sorte que les experts en statistique jouent un rôle actif dans l'élaboration des cadres futurs du développement relatif aux TIC.

## Chapitre 2. Indice de développement des TIC (IDI)

L'Indice de développement des TIC (IDI) est une valeur repère (présentée sur une échelle de 0 à 10) composée de onze indicateurs, qui a pour objectif de suivre et de comparer les progrès accomplis en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) dans différentes pays. Les principaux objectifs de l'indice IDI sont de mesurer:

- le niveau et l'évolution dans le temps des progrès en matière de TIC au sein des pays et par rapport aux autres pays;
- les progrès accomplis en matière de développement des TIC, tant dans les pays développés que dans les pays en développement;
- la fracture numérique, c'est à dire les différences existant entre les pays ayant des niveaux de développement des TIC différents.

L'indice IDI est divisé en trois sous-indices – accès, utilisation et compétences – chacun d'eux reflétant différents aspects et éléments du processus de développement des TIC. Le présent rapport compare les résultats obtenus pour l'indice IDI en 2012 par rapport à 2011 dans 157 pays.

### ***La République de Corée et les pays du nord de l'Europe conservent leur première place au classement de l'indice IDI***

La République de Corée, suivie par la Suède, continue d'être à la pointe en termes de progrès accomplis en matière de TIC et est suivie de près par les autres pays nordiques (Islande, Danemark, Finlande et Norvège). Les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Luxembourg et Hong Kong (Chine) se situent également dans les dix premières places du classement. Par rapport à 2011, on observe peu de changements en ce qui concerne les pays ayant les niveaux de développement des TIC les plus élevés. Le Royaume-Uni, qui occupait la 11<sup>ème</sup> place en 2011, a rejoint les dix premiers du classement en 2012. Près des deux tiers des 30 pays arrivant en tête du classement IDI se trouvent en Europe: l'instauration d'un cadre réglementaire commun et la formulation d'un ensemble précis de domaines, d'objectifs et de buts prioritaires ont en effet permis à ces pays de devenir des sociétés de l'information modernes. Parmi les pays occupant les 30 premières places selon l'indice IDI, figurent également un certain nombre de pays à revenus élevés d'Asie et du Pacifique (Australie, Macao (Chine), Singapour et Nouvelle-Zélande) ainsi que les Etats-Unis, le Canada et la Barbade de la région Amériques (Tableau 2.1).

### ***Les niveaux de développement des TIC progressent à des rythmes comparables d'un pays à l'autre, mais les progrès réalisés pour réduire la fracture numérique restent limités***

Les résultats obtenus pour l'indice IDI montrent que les niveaux de développement des TIC continuent de s'améliorer à travers le monde, la quasi-totalité des pays ayant enregistré une progression de leur indice IDI entre 2011 et 2012. Parallèlement, des disparités considérables subsistent pour ce qui est de l'accès aux TIC, de l'utilisation de ces technologies et des compétences en la matière. En 2012, les valeurs de l'indice IDI 2012 se situaient entre 8,57 (valeur la plus élevée, République de Corée) et 0,99 (valeur la

Tableau 2.1: Indice de développement des TIC (IDI), 2011 et 2012

Pays	Classement 2012	Indice IDI 2012	Classement 2011	Indice IDI 2011
Corée (Rép. de)	1	8,57	1	8,51
Suède	2	8,45	2	8,41
Islande	3	8,36	4	8,12
Danemark	4	8,35	3	8,18
Finlande	5	8,24	5	7,99
Norvège	6	8,13	6	7,97
Pays-Bas	7	8,00	7	7,85
Royaume-Uni	8	7,98	11	7,63
Luxembourg	9	7,93	9	7,76
Hong Kong, Chine	10	7,92	10	7,66
Australie	11	7,90	15	7,54
Japon	12	7,82	8	7,77
Suisse	13	7,78	12	7,62
Macao, Chine	14	7,65	13	7,57
Singapour	15	7,65	14	7,55
Nouvelle-Zélande	16	7,64	18	7,31
Etats-Unis	17	7,53	16	7,35
France	18	7,53	19	7,26
Allemagne	19	7,46	17	7,33
Canada	20	7,38	20	7,14
Autriche	21	7,36	21	7,10
Estonie	22	7,28	25	6,74
Irlande	23	7,25	22	7,10
Malte	24	7,25	24	6,85
Belgique	25	7,16	23	6,85
Israël	26	7,11	26	6,70
Espagne	27	6,89	27	6,65
Slovénie	28	6,76	28	6,60
Barbade	29	6,65	36	6,01
Italie	30	6,57	29	6,43
Qatar	31	6,54	30	6,41
Grèce	32	6,45	33	6,21
Emirats arabes unis	33	6,41	45	5,68
République tchèque	34	6,40	31	6,30
Lettonie	35	6,36	37	6,00
Portugal	36	6,32	35	6,07
Pologne	37	6,31	32	6,22
Croatie	38	6,31	34	6,14
Bahreïn	39	6,30	42	5,79
Fédération de Russie	40	6,19	38	5,94
Bélarus	41	6,11	46	5,57
Hongrie	42	6,10	39	5,91
Slovaquie	43	6,05	40	5,85
Lituanie	44	5,88	41	5,79
Chypre	45	5,86	43	5,71
Bulgarie	46	5,83	47	5,50
Uruguay	47	5,76	50	5,38
Kazakhstan	48	5,74	49	5,41
Antigua-et-Barbuda	49	5,74	44	5,70
Arabie saoudite	50	5,69	48	5,46
Chili	51	5,46	52	5,08
Liban	52	5,37	61	4,62
Argentine	53	5,36	53	5,06
Oman	54	5,36	58	4,80
Roumanie	55	5,35	54	5,05
Serbie	56	5,34	51	5,38
L'Ex-R. youg de Macédoine	57	5,19	55	4,93
Brunéi Darussalam	58	5,06	56	4,93
Malaisie	59	5,04	57	4,81
Costa Rica	60	5,03	65	4,47
Azerbaïdjan	61	5,01	60	4,62
Brésil	62	5,00	62	4,59
St-Vincent-et-les-Grenadines	63	4,81	59	4,71
Seychelles	64	4,75	70	4,36
Moldova	65	4,74	67	4,46
Trinité-et-Tobago	66	4,73	63	4,54
Bosnie-Herzégovine	67	4,71	64	4,49
Ukraine	68	4,64	69	4,38
Turquie	69	4,64	66	4,47
Panama	70	4,61	68	4,38
Géorgie	71	4,59	73	4,24
Maurice	72	4,55	74	4,23
Maldives	73	4,53	71	4,31
Arménie	74	4,45	75	4,18
Sainte-Lucie	75	4,43	72	4,28
Jordanie	76	4,22	77	3,90
Colombie	77	4,20	78	3,89
Chine	78	4,18	79	3,86
Venezuela	79	4,17	76	4,00

Pays	Classement 2012	Indice IDI 2012	Classement 2011	Indice IDI 2011
Albanie	80	4,11	80	3,80
Equateur	81	4,08	83	3,73
Fidji	82	3,99	81	3,79
Mexique	83	3,95	82	3,78
Sudafricaine (Rép.)	84	3,95	85	3,67
Mongolie	85	3,92	90	3,59
Egypte	86	3,85	87	3,65
Suriname	87	3,84	84	3,73
Viet Nam	88	3,80	86	3,65
Maroc	89	3,79	89	3,59
Iran (R.I.)	90	3,79	88	3,61
Tunisie	91	3,70	92	3,58
Pérou	92	3,68	91	3,58
Jamaïque	93	3,68	93	3,54
Dominicaine (Rép.)	94	3,58	95	3,36
Thaïlande	95	3,54	94	3,42
Cap-Vert	96	3,53	96	3,18
Indonésie	97	3,43	97	3,14
Philippines	98	3,34	98	3,14
Bolivie	99	3,28	102	3,08
El Salvador	100	3,25	103	3,06
Tonga	101	3,23	101	3,09
Syrie	102	3,22	99	3,13
Paraguay	103	3,21	100	3,10
Ouzbékistan	104	3,12	104	3,02
Guyana	105	3,08	106	2,96
Algérie	106	3,07	105	2,98
Sri Lanka	107	3,06	107	2,92
Botswana	108	3,00	108	2,83
Namibie	109	2,85	111	2,60
Honduras	110	2,74	109	2,70
Cuba	111	2,72	110	2,66
Gabon	112	2,61	112	2,46
Ghana	113	2,60	114	2,30
Nicaragua	114	2,54	113	2,39
Zimbabwe	115	2,52	119	2,16
Kenya	116	2,46	116	2,23
Swaziland	117	2,44	115	2,27
Bhoutan	118	2,40	117	2,19
Soudan	119	2,33	118	2,19
Cambodge	120	2,30	121	2,05
Inde	121	2,21	120	2,13
Nigéria	122	2,18	123	1,96
Lao (R.d.p.)	123	2,10	122	1,99
Sénégal	124	2,02	125	1,88
Iles Salomon	125	1,97	124	1,91
Lesotho	126	1,95	126	1,84
Yémen	127	1,89	129	1,76
Gambie	128	1,88	127	1,79
Pakistan	129	1,83	128	1,78
Ouganda	130	1,81	130	1,72
Djibouti	131	1,77	131	1,71
Zambie	132	1,77	137	1,64
Mauritanie	133	1,76	133	1,70
Myanmar	134	1,74	132	1,70
Bangladesh	135	1,73	139	1,62
Cameroun	136	1,72	136	1,66
Côte d'Ivoire	137	1,70	135	1,66
Comores	138	1,70	134	1,68
Angola	139	1,68	138	1,63
Congo	140	1,66	140	1,58
Rwanda	141	1,66	143	1,54
Tanzanie	142	1,65	141	1,57
Bénin	143	1,60	142	1,57
Mali	144	1,54	144	1,43
Malawi	145	1,43	145	1,41
Libéria	146	1,39	148	1,27
Rép. dém. du Congo	147	1,31	146	1,30
Mozambique	148	1,31	149	1,26
Madagascar	149	1,28	147	1,28
Guinée-Bissau	150	1,26	152	1,19
Ethiopie	151	1,24	150	1,22
Guinée	152	1,23	151	1,20
Erythrée	153	1,20	153	1,15
Burkina Faso	154	1,18	154	1,11
Tchad	155	1,01	156	0,94
République centrafricaine	156	1,00	155	1,00
Niger	157	0,99	157	0,93

Source: UIT.

**Tableau 2.2: Indice IDI en fonction du niveau de développement 2011-2012**

	Indice IDI 2012						Indice IDI 2011						Evolution de la valeur moyenne 2011-2012
	Valeur moyenne*	Valeur min.	Valeur max.	Fourchette	Ecart-type	CV	Valeur moyenne*	Valeur min.	Valeur max.	Fourchette	Ecart-type	CV	
Monde	4,35	0,99	8,57	7,58	2,19	50,28	4,15	0,93	8,51	7,58	2,13	51,32	0,20
Pays développés	6,78	4,11	8,45	4,34	1,14	16,82	6,55	3,80	8,41	4,61	1,16	17,66	0,23
Pays en développement	3,44	0,99	8,57	7,58	1,75	50,79	3,25	0,93	8,51	7,58	1,67	51,26	0,19

Note: \* Moyennes simples. CV = Coefficient de variation.

Source: UIT.

plus basse, Niger) dans une fourchette (théorique) comprise entre 0 et 10. La valeur moyenne de l'indice IDI 2012 est deux fois plus élevée dans les pays développés que dans les pays en développement (Tableau 2.2).

Il ressort d'une comparaison entre 2011 et 2012 que, pendant la période considérée, les valeurs maximales et minimales de l'indice IDI ont augmenté, ce qui signifie que les niveaux de développement des TIC progressent non seulement dans les pays se trouvant en tête du classement, mais aussi dans ceux qui sont les moins bien classés. Dans l'ensemble, l'écart entre les valeurs de l'indice IDI les plus basses et les plus élevées n'a pas varié, ce qui donne à penser que, d'une manière générale, les différences de niveaux de développement des TIC entre les pays les mieux classés et les pays les moins bien classés sont restées inchangées au cours de l'année considérée. Le coefficient de variation (CV), qui mesure la dispersion de toutes les valeurs de l'indice IDI par rapport aux valeurs moyennes de cet indice, a légèrement fléchi entre 2011 et 2012, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, ce qui semble indiquer que les deux groupes sont devenus légèrement plus homogènes.

### **Les pays les plus dynamiques en termes d'amélioration de l'indice IDI se trouvent essentiellement dans les pays en développement**

Le rapport met en évidence un certain nombre de pays "dynamique" ayant obtenu des résultats positifs supérieurs à la moyenne en ce qui concerne leur classement selon l'indice IDI et/ou la valeur de cet indice au cours de la période de 12 mois considérée. Ce groupe de pays dynamiques

comprend principalement des pays en développement issus de toutes les régions.<sup>3</sup> Dans les pays développés, les valeurs de l'indice IDI sont généralement élevées, mais la croissance est plus modeste (Tableau 2.3).

Il ressort d'une analyse des pays les plus dynamiques que, bien qu'il existe une forte corrélation entre le niveau de développement des TIC et les niveaux de revenus, les gouvernements peuvent promouvoir la croissance et l'adoption des TIC, notamment en créant un cadre réglementaire ouvert de nature à stimuler la concurrence et à faire baisser les prix, et en encourageant les investissements du secteur privé. Dans un certain nombre de cas, les programmes ou initiatives émanant des pouvoirs publics ont également permis de stimuler l'accès aux TIC et l'utilisation de ces technologies. Enfin, la forte croissance du nombre d'abonnements au large bande fixe et hertzien permet à un nombre grandissant de pays d'accroître l'accès des ménages aux TIC et l'utilisation de ces technologies et de multiplier le nombre d'internautes.

### **Les pays en développement rattrapent leur retard en ce qui concerne le sous-indice IDI utilisation**

Il ressort d'une comparaison des valeurs de l'indice IDI entre 2011 et 2012 que la valeur moyenne de l'indice IDI dans les pays en développement connaît un taux de progression rapide, qui s'établit à 5,8%, contre 3,5% dans les pays développés. Alors que les pays développés approchent le seuil de saturation, en particulier en ce qui concerne le nombre d'abonnements à la téléphonie cellulaire mobile et l'accès des ménages aux TIC, les pays en développement,

**Tableau 2.3: Pays les plus dynamiques – Evolution de l'indice IDI entre 2011 et 2012**

Evolution du classement IDI			Evolution de la valeur de l'indice IDI (valeur absolue)		
Classement IDI 2012	Pays	Places gagnées dans le classement	Classement IDI 2012	Pays	Places gagnées dans le classement
33	Emirats arabes unis	12	52	Liban	0,75
52	Liban	9	33	Emirats arabes unis	0,73
29	Barbade	7	29	Barbade	0,65
64	Seychelles	6	54	Oman	0,56
41	Bélarus	5	60	Costa Rica	0,56
60	Costa Rica	5	41	Bélarus	0,55
85	Mongolie	5	22	Estonie	0,54
132	Zambie	5	39	Bahreïn	0,51
11/135	Australie/Bangladesh	4*	26	Israël	0,41
54/115	Oman/Zimbabwe	4*	62	Brésil	0,41

Note: \*L'Australie, le Bangladesh, Oman et le Zimbabwe ont tous gagné quatre places selon le classement de l'indice IDI entre 2011 et 2012.  
Source: UIT.

où les niveaux de pénétration demeurent beaucoup plus faibles, continuent d'afficher un fort potentiel de croissance (Graphique 2.1).

La différence entre pays développés et pays en développement en ce qui concerne le sous indice accès, qui mesure l'infrastructure des TIC et l'état de préparation à ces technologies, est moins prononcée que la différence concernant le sous-indice utilisation, ce qui confirme que les pays en développement ont été à même de progresser davantage dans la fourniture d'un accès de base aux TIC. Ces progrès ont notamment été rendus possibles par les technologies cellulaires mobiles, mais aussi grâce à un accroissement de l'accès des ménages aux TIC et à une plus grande disponibilité de la largeur de bande internationale Internet.

C'est au niveau du sous-indice utilisation, qui mesure l'adoption et l'intensité d'utilisation des TIC, que l'écart est le plus prononcé. En l'occurrence, la valeur moyenne du sous indice 2012 utilisation a été trois fois plus élevée dans les pays développés que dans les pays en développement. Cet écart met en lumière les différences considérables qui existent entre pays développés et pays en développement en ce qui concerne le nombre d'internautes et d'abonnements au large bande fixe (filaire) et hertzien. Dans maints pays en

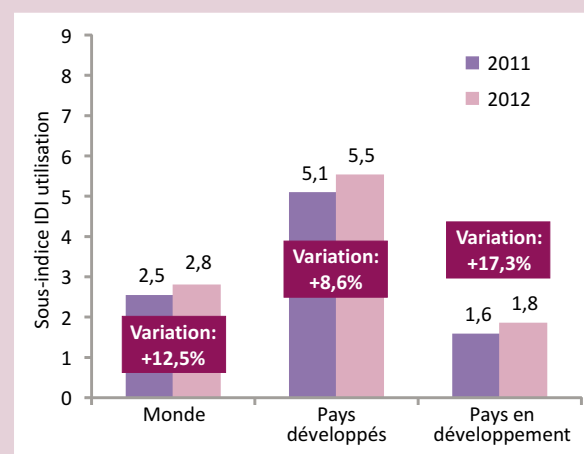
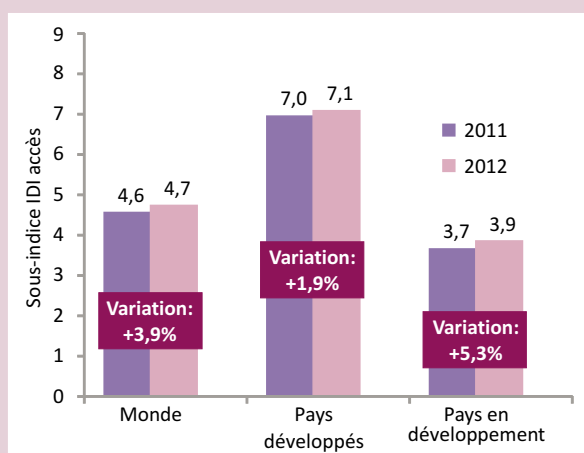
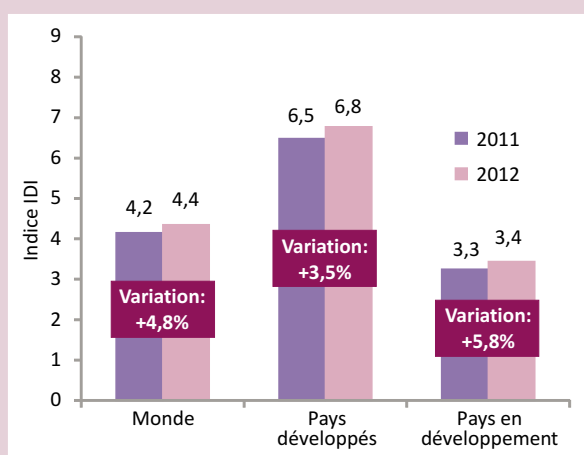
développement, l'accès au large bande demeure très limité et, aujourd'hui encore, certains pays n'ont toujours pas mis en place de réseaux large bande mobile 3G, ce qui limite de fait la possibilité d'augmenter le nombre d'utilisateurs de l'Internet. Toutefois, parallèlement, le sous-indice utilisation progresse à un rythme deux fois plus rapide dans les pays en développement et cette évolution positive tend à montrer que les pays en développement sont en train de rattraper leur retard.

**Environ 2,4 milliards de personnes, soit le tiers de la population mondiale, vivent dans les pays les moins connectés, où les niveaux de développement des TIC demeurent très bas**

L'indice IDI permet non seulement d'analyser l'écart entre pays développés et pays en développement, mais aussi de suivre et d'analyser la fracture numérique en regroupant les pays en fonction de leurs niveaux de développement des TIC, c'est-à-dire des valeurs de leur indice IDI. A cette fin, on a créé quatre groupes/quartiles, correspondant à quatre niveaux différents de développement des TIC: élevé, supérieur, intermédiaire et faible.

Il ressort de cette analyse que le groupe de pays où l'on constate de faibles niveaux de développement des TIC

**Graphique 2.1: Indice IDI, sous-indice IDI accès et sous-indice IDI utilisation, dans le monde et en fonction du niveau de développement**



Note: Moyennes simples.  
Source: UIT.

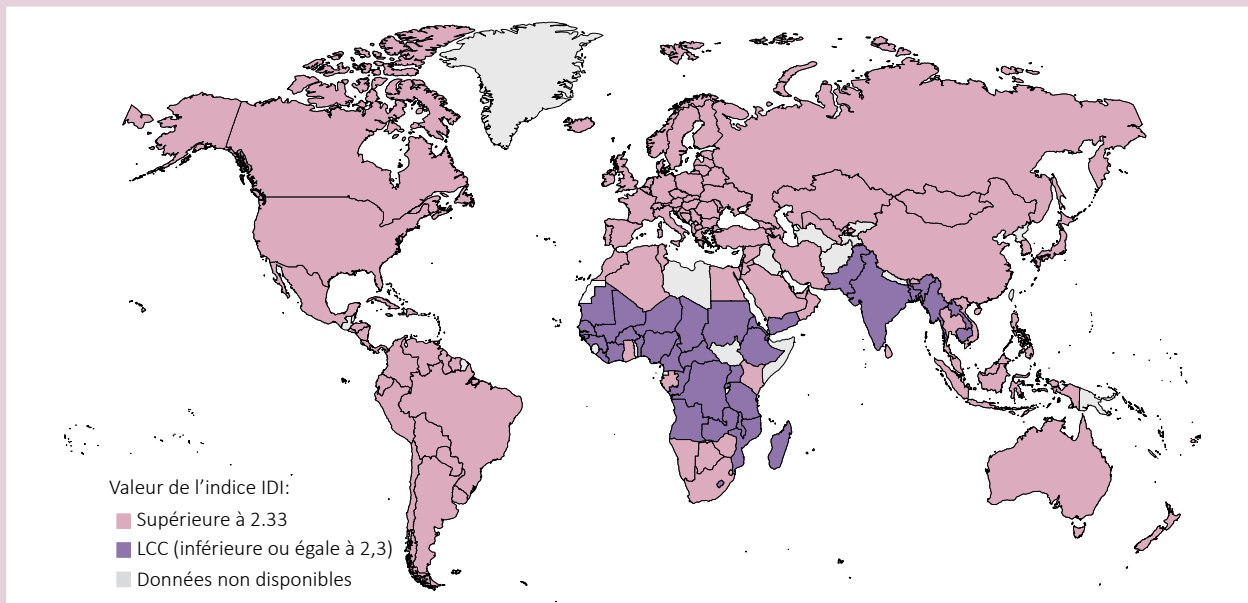
(c'est-à-dire où la valeur de l'indice IDI est inférieure ou égale à 2,33), qui comprend en tout 39 pays, ne réalise pas suffisamment de progrès pour rattraper son retard en matière d'évolution des TIC. En effet, ce groupe de pays, appelés les pays les moins connectés (LCC), connaît des niveaux d'adoption et d'utilisation des TIC particulièrement bas et a enregistré la plus faible progression de la valeur moyenne de l'indice IDI entre 2011 et 2012. Ces pays, où vivent 2,4 milliards d'habitants – soit près du tiers de la population mondiale – n'ont qu'un accès limité à des services TIC modernes, notamment en ce qui concerne l'accès à l'Internet large bande. Dans la plupart des LCC, l'accès à l'Internet est restreint, n'est pratiquement jamais à haut débit, reste très coûteux et n'est utilisé que par une infime partie de la population. En outre, les LCC présentent généralement de très faibles taux de pénétration du large bande fixe et mobile et n'ont pour la plupart lancé et commercialisé des réseaux à large bande mobiles 3G que relativement tard. Les LCC englobent bon nombre des pays les moins avancés (PMA), dont la majorité se trouve en Afrique, mais comprennent également certains pays densément peuplés qui ne sont pas des PMA, tels que l'Inde, le Nigéria et le Pakistan (voir la Figure 2.1).

Les LCC sont des pays qui auraient tout à gagner d'une amélioration de l'accès et de l'utilisation des TIC, notamment dans des domaines tels que la santé, l'éducation et l'emploi. La plupart des pays figurant sur la liste LCC sont ceux qui accusent un retard au regard des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), d'où la nécessité de leur accorder une attention particulière et d'adapter les politiques nationales, afin qu'ils puissent pleinement exploiter les TIC pour promouvoir le développement et atteindre les OMD.

### **La fracture numérique régionale sur le continent africain et dans les Etats arabes ne cesse de se creuser**

Une analyse régionale des résultats obtenus pour l'indice IDI révèle que l'Europe est au premier rang pour ce qui est des progrès en matière de TIC, suivie par la Communauté des Etats indépendants (CEI) et la région Amériques. La valeur de l'indice IDI pour la région Asie-Pacifique est proche de la moyenne mondiale, tandis que dans les Etats arabes, la valeur de l'indice régional IDI est légèrement inférieure

Figure 2.1: Pays les moins connectés (LCC), 2012



Source: UIT.

à la moyenne mondiale. C'est en Afrique que la valeur régionale de l'indice IDI est la plus faible (2,0), et correspond exactement à la moitié de la valeur moyenne enregistrée dans les Etats arabes et à moins du tiers de la moyenne régionale en Europe (Graphique 2.2).

L'Europe est non seulement la région qui affiche la valeur moyenne de l'indice IDI la plus élevée (6,73), mais aussi celle qui se caractérise par la plus grande homogénéité. En outre, l'écart et le coefficient de variation ont poursuivi leur baisse pendant la période 2011-2012, ce qui témoigne d'une réduction de la fracture numérique au niveau régional. Alors que les régions Asie Pacifique et Amériques présentent toutes deux les disparités régionales les plus fortes en matière de développement des TIC, ce qui illustre leur diversité en termes de niveaux de développement et de revenu, la fracture numérique régionale dans ces régions ne cesse elle aussi de se réduire.

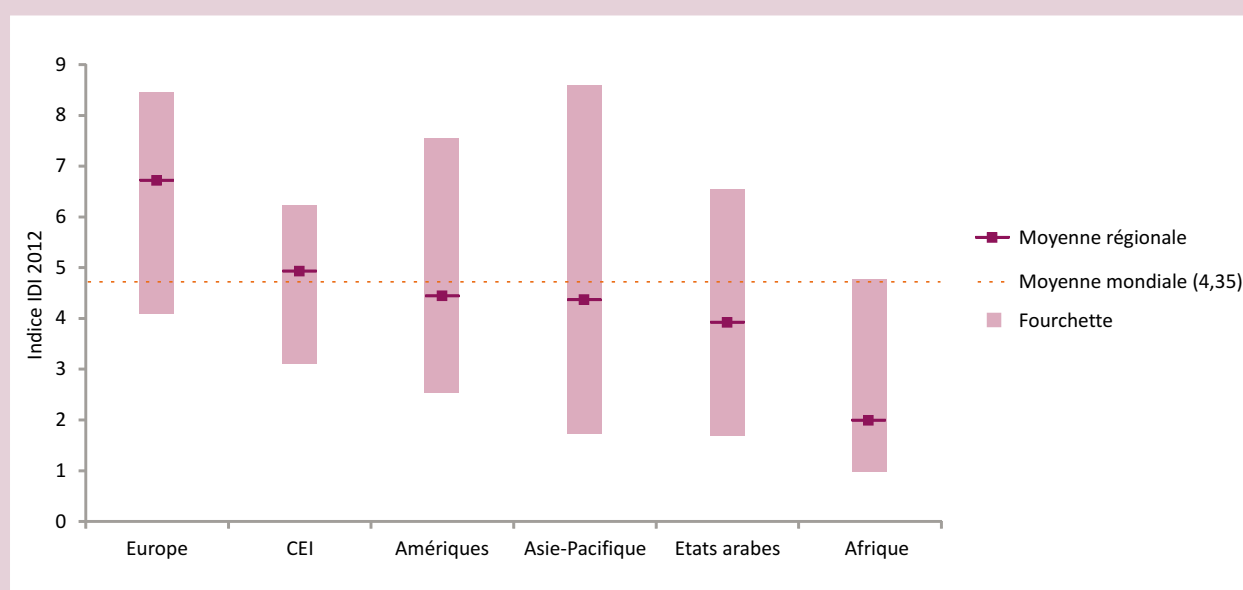
A l'inverse, en Afrique, dans les Etats arabes et dans la région de la CEI, les disparités en matière de développement des TIC ont été plus marquées entre 2011 et 2012. C'est en Afrique que la valeur du coefficient de variation a le plus augmenté, ce qui signifie que la fracture numérique

régionale s'est encore élargie. Les pays de la région arrivant en tête du classement IDI (parmi lesquels figurent les Seychelles, Maurice, la République sudafricaine et le Cap-Vert) continuent de progresser sensiblement en termes de développement des TIC, alors que les pays les moins bien classés (parmi lesquels figurent la République centrafricaine, le Burkina Faso, la Guinée et l'Ethiopie) se laissent distancer, aussi bien au niveau national qu'au niveau mondial. Par ailleurs, les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe figurent parmi les pays les plus dynamiques selon l'indice IDI.

Plusieurs pays de la région des Etats arabes présentant des valeurs relativement élevées de l'indice IDI continuent de progresser sensiblement sur la voie du développement des TIC et parmi les six premiers pays arrivant en tête du classement régional, quatre, à savoir le Bahreïn, le Liban, Oman et les Emirats arabes unis, figurent au nombre des pays les plus dynamiques selon l'indice IDI 2012.

Dans la région de la CEI, le coefficient de variation, malgré une légère augmentation entre 2011 et 2012, est toujours le deuxième le plus bas du monde après l'Europe. Cependant, d'importantes disparités subsistent, en termes de développement des TIC, entre des pays tels

Graphique 2.2: Fourchettes et moyennes de l'indice IDI, par région, 2012



Note: Moyennes simples.  
Source: UIT.

Tableau 2.4: Les cinq premiers pays dans chaque région et leur classement dans l'indice IDI mondial, 2012

Classement régional IDI	Europe	Classement mondial IDI	Asie-Pacifique	Classement mondial IDI	Amériques	Classement mondial IDI	Etats arabes	Classement mondial IDI	CEI	Classement mondial IDI	Afrique	Classement mondial IDI
1	Suède	2	Corée (Rép. de)	1	Etats-Unis	17	Qatar	31	Fédération de Russie	40	Seychelles	64
2	Islande	3	Hong Kong, Chine	10	Canada	20	Emirats arabes unis	33	Bélarus	41	Maurice	72
3	Danemark	4	Australie	11	Barbade	29	Bahreïn	39	Kazakhstan	48	Rép. sud-africaine	84
4	Finlande	5	Japon	12	Uruguay	47	Arabie saoudite	50	Azerbaïdjan	61	Cap-Vert	96
5	Norvège	6	Macao, Chine	14	Antigua-et-Barbuda	49	Liban	52	Moldova	65	Botswana	108

Source: UIT.

que la Fédération de Russie, le Bélarus et le Kazakhstan, qui figurent parmi les cinquante premiers du classement, et l'Ouzbékistan, par exemple, qui arrive en 104ème position selon l'indice IDI.

Une comparaison du classement mondial et régional des cinq pays arrivant en tête pour chaque région fait encore ressortir les écarts de développement des TIC à l'échelle mondiale, ainsi que les disparités régionales (voir le Tableau 2.4).

## Chapitre 3. Mesurer le coût et l'accessibilité financière du large bande

Les décideurs, dans leurs programmes d'action nationaux et internationaux, accordent une plus grande place au large bande, ce qui met en évidence l'importance de cette technologie pour le développement et la nécessité de reconnaître qu'il s'agit d'une infrastructure essentielle

pour le développement socio-économique d'un pays. Etant donné la forte corrélation entre l'adoption du large bande et le prix ainsi que l'accessibilité économique des services à large bande, la Commission "Le large bande au service du développement numérique" a défini un objectif spécifique concernant l'accessibilité financière du large bande, à savoir: "En 2015, les services large bande d'entrée de gamme devraient être abordables dans les pays en développement grâce à une réglementation adéquate et aux forces du marché (et représenter moins de 5% du revenu mensuel moyen)".

En raison de l'importance et de l'expansion du large bande, il est donc important d'analyser les prix et l'accessibilité financière de cette technologie, à la fois pour les réseaux fixes et les réseaux mobiles. En 2012, l'UIT, en marge de la collecte de données sur les prix relatifs aux éléments traditionnels du Panier de prix des TIC (IPB), c'est-à-dire la téléphonie fixe, la téléphonie mobile cellulaire et le large bande fixe, a également procédé à la première enquête complète sur les prix du large bande mobile harmonisés à l'échelle mondiale.

**Un tiers des pays en développement offrent des services fixes à large bande à des prix inférieurs à 5% du RNB par habitant**

Les résultats de l'analyse des prix du large bande fixe réalisée en 2012, qui portait sur 169 pays, font apparaître d'importantes différences en ce qui concerne les prix et l'accessibilité économique des abonnements au large bande fixe. Le coût d'un abonnement au large bande fixe d'entrée de gamme varie entre 0,21% du revenu national brut (RNB) par habitant à Macao (Chine) et 386,9% du RNB par habitant à Cuba. Dans dix pays, pour la plupart des PMA, les prix du large bande fixe dépassent même le RNB mensuel moyen par habitant des pays. Dans 28% des pays en développement, les prix du large bande fixe représentent plus de 20% du RNB par habitant. Cependant, en 2012, la majorité des pays, dont un tiers de l'ensemble des pays en développement, ont atteint l'objectif fixé par la Commission sur le large bande, à savoir offrir des services à large bande à des prix inférieurs à 5% du RNB par habitant (voir le Tableau 3.1).

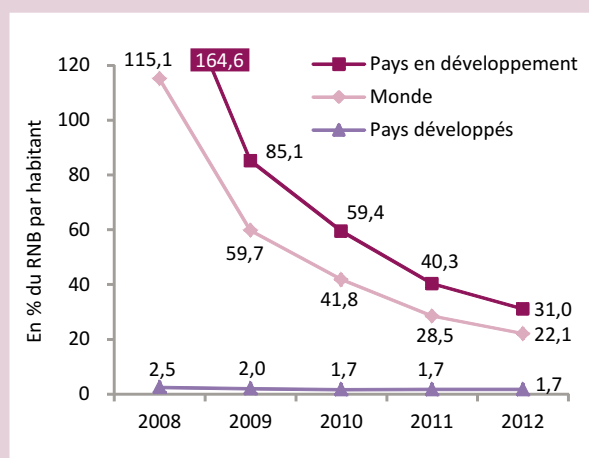
**Entre 2008 et 2012, les prix du large bande fixe ont chuté de 82%**

Il ressort d'une analyse de l'évolution à l'échelle mondiale, fondée sur une comparaison des prix du large bande fixe au cours de la période 2008-2012, que les services à large bande fixe deviennent financièrement plus abordables. En l'espace de quatre ans, les prix du large bande fixe ont chuté dans l'ensemble de 82%, passant de 115,1% du RNB par habitant en 2008 à 22,1% en 2012. C'est dans les pays en développement que la baisse a été la plus forte, puisque les prix du large bande ont diminué de 30% par an au cours de la période 2008-2011. Dans les pays développés, les prix du large bande fixe se sont stabilisés à environ 1,7% du RNB par habitant (Graphique 3.1). Dans certains pays développés, les prix du large bande fixe connaissent même une légère augmentation, généralement parce que les débits ou les données autorisés sont plus élevés.

**En 2012, une connexion à 2 Mbit/s était devenue le débit minimal dans près d'un tiers de tous les pays**

Il ressort d'une comparaison des débits minimaux annoncés du large bande fixe que les débits minimaux des services à large bande fixe ont augmenté entre 2008 et 2012. Alors

**Graphique 3.1: Prix du large bande fixe, en pourcentage du RNB par habitant**



Note: Moyennes simples: Etabli sur la base de 144 pays pour lesquels les prix du large bande fixe pour 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 étaient disponibles.  
Source: UIT. RNB par habitant, sur la base des données de la Banque mondiale.





**Tableau 3.2: Débits minimaux annoncés du large bande fixe, pourcentage de pays, 2008 et 2012**

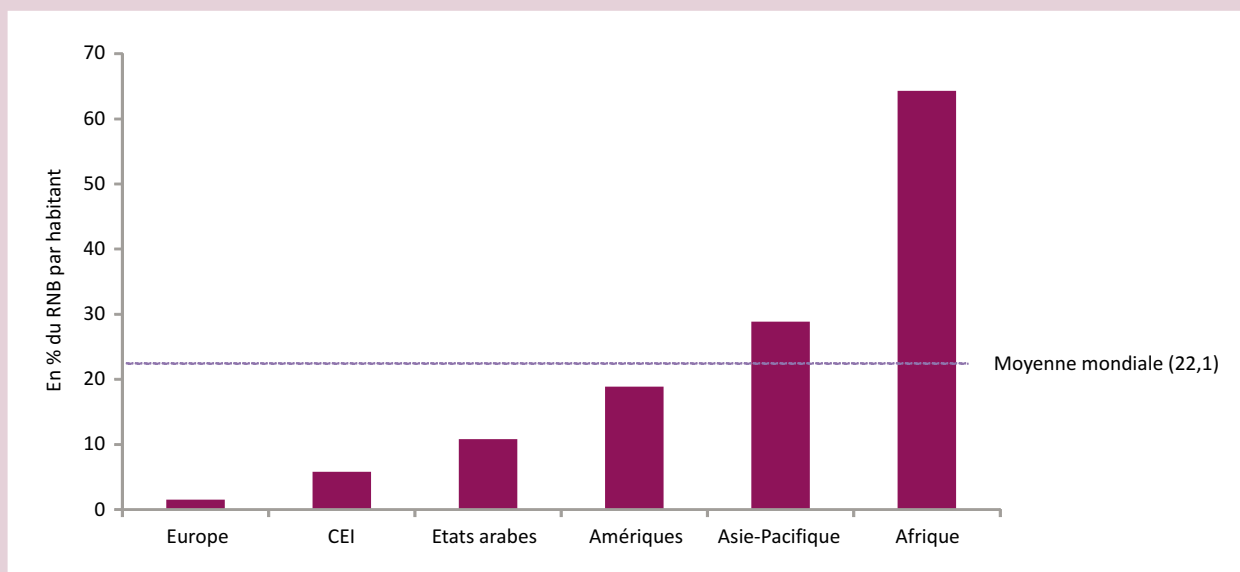
Débit annoncé (Mbit/s)	2008	2012
0,256	45,1	20,8
> 0,256 - 0,512	18,8	16,0
> 0,512 - 1,024	17,4	18,1
> 1,024 - 2,048	7,6	13,9
> 2,048 - 10	9,0	20,1
> 10 - 50	-	6,9
Débit non précisé	2,1	4,2

Note: Sur la base de 144 pays pour lesquels les prix du large bande fixe pour 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 étaient disponibles.  
Source: UIT.

qu'en 2008, une connexion à 256 bits/s constituait l'offre la plus répandue, en 2012, seul un cinquième des pays proposaient des offres à ce débit. Dans près d'un tiers de tous les pays, le débit minimal annoncé du large bande était d'au moins 2 Mbit/s (voir le Tableau 3.2). En outre, le prix par unité de débit (Mbit/s) a sensiblement diminué entre 2008 et 2012 et, à l'échelle mondiale, le prix médian se situait à 19,5 USD par Mbit/s, soit près du quart du prix en vigueur en 2008.

***Dans un pays africain sur deux, les services à large bande fixe correspondent à plus de 40% du RNB par habitant***

De profondes disparités subsistent en termes d'accessibilité économique entre les six régions de l'UIT et à l'intérieur de ces régions (Graphique 3.2). En Europe, les prix sont très abordables dans l'ensemble de la région, avec une valeur maximale de 4,5% du RNB par habitant (en Serbie)

**Graphique 3.2: Prix du large bande fixe, en pourcentage du RNB par habitant, par région, 2012**

Note: Moyennes simples.  
Source: UIT.

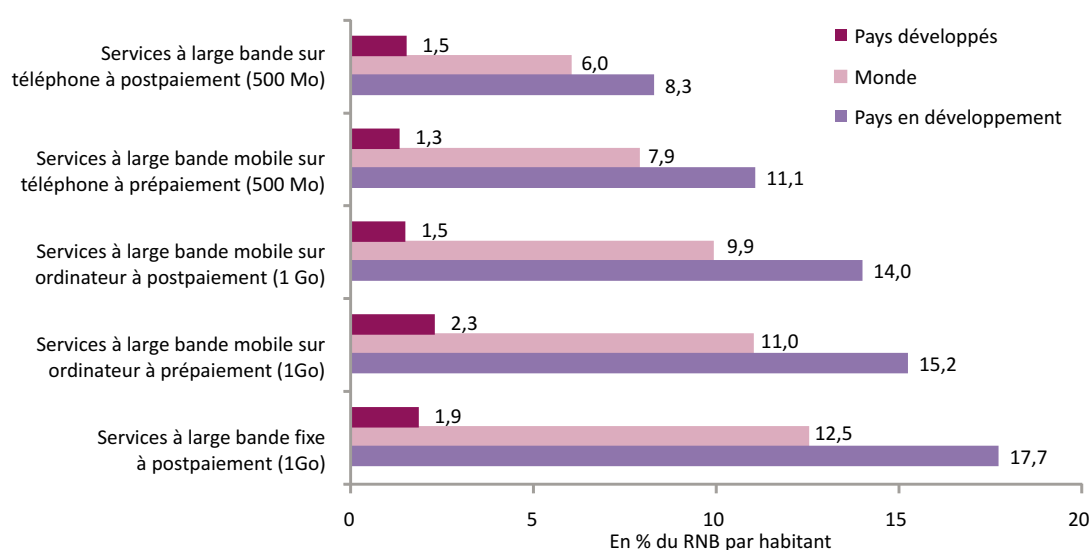
et une moyenne de 1,5% seulement du RNB par habitant. Les différences en matière d'accessibilité économique de l'accès Internet au large bande fixe demeurent également relativement faibles dans les pays de la CEI, où les prix varient entre 1,2% du RNB par habitant dans la Fédération de Russie et 16,3 au Kirghizistan. C'est dans la région Amériques que l'écart est le plus prononcé puisqu'on y trouve non seulement les pays pratiquant certains des prix du large bande fixe les plus accessibles pour 2012, tels que les Etats-Unis, mais aussi le pays pratiquant les prix les moins abordables (Cuba). Il existe des différences analogues dans la région Asie-Pacifique, les pays à revenus élevés de cette région (Hong Kong (Chine), Macao (Chine), et Singapour) se trouvant en tête du classement, tandis que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Afghanistan et les îles Salomon pratiquent des prix prohibitifs du large bande fixe, supérieurs à 100% du RNB par habitant. En moyenne, les prix du large bande fixe sont de loin les moins abordables en Afrique, puisque la valeur régionale moyenne s'établit à 64,3% du RNB par habitant. Les prix correspondent à plus de 40% du RNB par habitant dans la moitié des pays africains pris en compte dans l'analyse.

***Dans les pays en développement, le large bande mobile est financièrement plus accessible que le large bande fixe, mais reste nettement moins abordable que dans les pays développés***

On a procédé à une collecte préliminaire détaillée de données sur les prix pour quatre types différents de services à large bande mobile, à savoir les services à large bande mobile sur téléphone et les services sur ordinateur à postpaiement et à prépaiement. Ce travail a permis de dégager les principales conclusions suivantes (voir le Graphique 3.3):

- A l'échelle mondiale, les prix du large bande mobile, de même que les prix du large bande fixe, sont en moyenne relativement élevés, puisque seules les offres de services sur téléphone à postpaiement représentent en moyenne moins de 10% du RNB par habitant.
- Les prix sont très abordables dans les pays développés, tandis que les services sont nettement moins accessibles dans les pays en développement.

**Graphique 3.3: Prix du large bande mobile et du large bande fixe, en pourcentage du RNB par habitant, dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2012**



Note: Moyennes simples le nombre de pays pris en compte dans chaque offre est le suivant: sur téléphone à prépaiement (500 Mo) 126; sur téléphone à postpaiement (500 Mo) 124; sur ordinateur à prépaiement (1 Go) 124; sur ordinateur à postpaiement (1 Go) 127.

Source: UIT. Les valeurs du RNB sont fondées sur les données de la Banque mondiale.

- Les offres de services à large bande mobile sur ordinateur à prépaiement sont les plus onéreuses par rapport à toutes les autres offres, tant dans les pays en développement que dans les pays développés.
- Il ressort des données que pour une même utilisation, les offres de services à prépaiement sont en moyenne plus onéreuses que les offres de services à postpaiement.

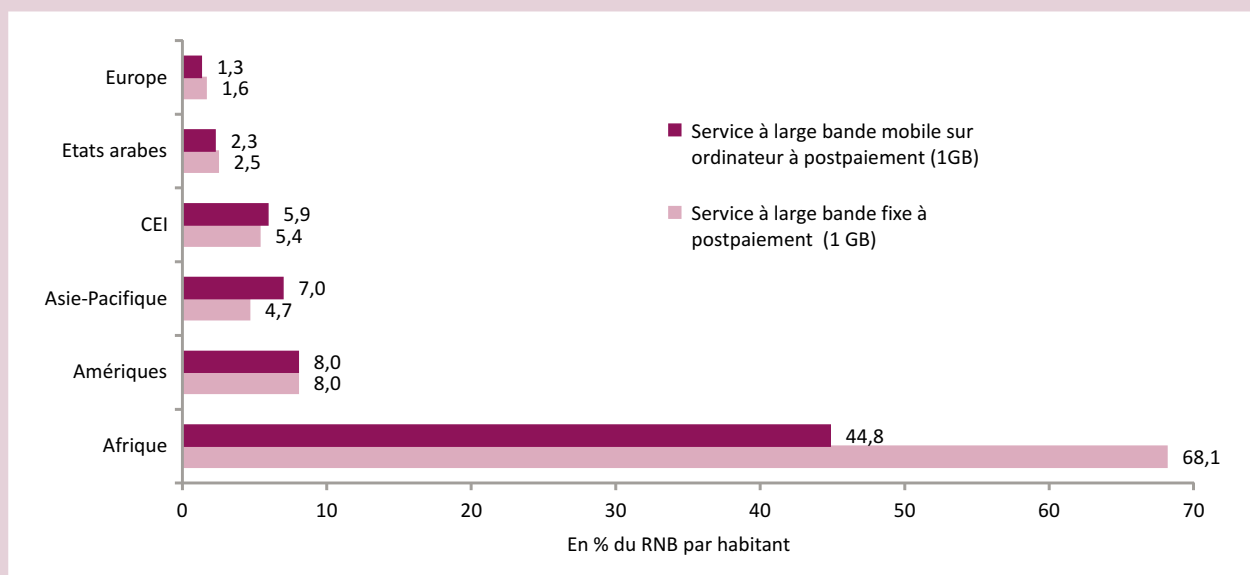
**La différence entre prix comparables du large bande fixe et du large bande mobile est relative-ment faible, sauf en Afrique**

On a procédé à une comparaison régionale entre les offres de services à large bande fixe à postpaiement et les offres de services à large bande mobile sur ordinateur à postpaiement, étant donné que ces deux types d’offres reposent sur la même consommation minimale mensuelle de données (1 Go) et le même type d’abonnement (postpaiement). En outre, les deux offres sont utilisées sur le même dispositif final, à savoir un ordinateur portable ou un ordinateur de bureau.

Bien qu’à l’échelle mondiale, les offres de services à large bande fixe à postpaiement soient plus coûteuses que les offres de

services à large bande mobile sur ordinateur à postpaiement, des différences régionales subsistent. C’est en Afrique que l’écart en matière d’accessibilité économique entre les deux types d’offres est le plus important: un abonnement à des services à large bande mobile sur ordinateur à postpaiement représente 44,8% du RNB par habitant, alors qu’un abonnement à des services à large bande fixe à postpaiement est nettement plus cher, puisqu’il représente 68,1% du RNB par habitant. Les deux types d’offres sont beaucoup plus abordables en Europe et dans les Etats arabes, où l’écart de prix entre les deux offres est également très faible. Dans la région Amériques, il n’y a pas d’écart de prix en termes de RNB par habitant entre le large bande fixe et le large bande mobile. Dans la région de la CEI et dans la région Asie-Pacifique, contrairement à la tendance observée à l’échelle mondiale, les services à large bande mobile sur ordinateur à postpaiement sont en moyenne plus onéreux que les services à large bande fixe à postpaiement. Bien que l’écart soit faible dans la région de la CEI, le large bande fixe est légèrement plus accessible dans la région Asie-Pacifique, puisqu’il représente 4,7% du RNB par habitant, contre 7% du RNB par habitant pour le large bande mobile (voir le Graphique 3.4).

**Graphique 3.4: Prix du large bande fixe à postpaiement et du large bande mobile sur ordinateur à postpaiement, en pourcentage du RNB par habitant, par région, 2012**



Note: Moyennes simples. Dans les moyennes, il est tenu compte des 97 pays pour lesquels étaient disponibles à la fois les prix du large bande mobile sur ordinateur à postpaiement et ceux du large bande fixe à postpaiement.

Source: UIT.

Tableau 3.3: Le sous-panier "large bande mobile" et ses composantes, 2012

Pays	Sous-panier large bande mobile	Prix des services sur téléphone à prépaiement (500 MB) en % du RNB par hab.	Prix des services sur ordinateur à post paiement (1 GB) en % du RNB par hab.	RNB par hab., USD, 2011 (ou dernières années disponibles)
Autriche	0,1	0,1	0,1	48 300
Qatar	0,4	0,4	0,4	80 440
Royaume-Uni	0,4	0,3	0,5	37 780
Allemagne	0,6	0,4	0,8	43 980
Koweït	0,7	0,7	0,6	48 900
France	0,7	0,5	0,9	42 420
Estonie	0,7	0,7	0,7	15 200
Norvège	0,7	1,0	0,5	88 890
Belgique	0,7	0,7	0,7	46 160
Suisse	0,7	0,8	0,7	76 380
Bahreïn	0,8	0,5	1,0	15 920
Italie	0,8	0,5	1,1	35 330
Australie	0,8	0,5	1,1	46 200
Slovénie	0,8	0,8	0,8	23 610
Emirats arabes unis	1,0	0,8	1,2	40 760
Macao, Chine	1,0	1,0	1,0	45 460
Kazakhstan	1,0	1,0	1,0	8 220
Pays-Bas	1,0	1,0	1,0	49 730
Portugal	1,0	0,8	1,2	21 250
Uruguay	1,0	1,0	1,0	11 860
Danemark	1,1	1,8	0,4	60 390
Hong Kong, Chine	1,2	1,4	0,9	35 160
Slovaquie	1,3	0,8	1,7	16 070
Nouvelle-Zélande	1,3	1,0	1,6	29 350
Irlande	1,3	1,3	1,3	38 580
Etats-Unis	1,3	2,1	0,5	48 450
Canada	1,4	1,3	1,4	45 560
Chypre	1,4	1,7	1,0	29 450
Bélarus	1,4	1,1	1,7	5 830
Grèce	1,4	1,8	1,0	25 030
Hongrie	1,4	0,9	1,9	12 730
Espagne	1,4	1,6	1,3	30 990
Serbie	1,5	1,8	1,2	5 680
Trinité-et-Tobago	1,5	1,7	1,2	15 040
Roumanie	1,5	2,2	0,7	7 910
Brunéi Darussalam	1,5	2,1	0,9	31 800
Arabie saoudite	1,5	1,3	1,8	17 820
Sri Lanka	1,5	1,5	1,5	2 580
Malte	1,6	1,8	1,3	18 620
Tunisie	1,6	1,0	2,1	4 070
Venezuela	1,6	1,4	1,9	11 920
Turquie	1,7	2,0	1,4	10 410
L'Ex-R. youg de Macédoine	1,7	1,7	1,7	4 730
Barbade	1,8	1,8	1,8	12 660
Maurice	1,8	1,8	1,8	8 240
République tchèque	1,8	1,8	1,8	18 520
Azerbaïdjan	1,9	1,1	2,6	5 290
Bulgarie	1,9	2,6	1,3	6 550
Fédération de Russie	2,0	2,0	2,0	10 400
Maldives	2,0	2,0	2,0	6 530
Pologne	2,0	0,8	3,2	12 480
Chili	2,3	2,0	2,6	12 280
Pérou	2,4	3,2	1,6	5 500
Bahamas	2,5	3,0	1,9	21,970
Mexique	2,5	2,5	2,6	9 240

Source: UIT.

Pays	Sous-panier large bande mobile	Prix des services sur téléphone à prépaiement (500 MB) en % du RNB par hab.	Prix des services sur ordinateur à post paiement (1 GB) en % du RNB par hab.	RNB par hab., USD, 2011 (ou dernières années disponibles)
Indonésie	2,6	2,3	2,8	2 940
Panama	2,7	2,3	3,0	7 910
Libye	2,7	4,1	1,2	12 320
Argentine	2,7	2,7	2,7	9 740
Antigua-et-Barbuda	2,8	2,8	2,9	12 060
Costa Rica	3,0	2,8	3,2	7 660
Egypte	3,1	3,9	2,2	2 600
Jordanie	3,1	2,3	3,9	4 380
Géorgie	3,1	2,5	3,7	2 860
Albanie	3,3	1,5	5,1	3 980
Ukraine	3,5	2,6	4,5	3 120
Liban	3,7	2,8	4,6	9 110
Inde	3,7	2,9	4,6	1 410
Seychelles	3,9	5,2	2,6	11 130
Brésil	4,2	4,0	4,3	10 720
El Salvador	4,3	3,4	5,2	3 480
Cap-Vert	4,5	2,1	6,8	3 540
Jamaïque	4,6	4,9	4,2	4 980
Colombie	4,6	5,8	3,4	6 110
Sudafricaine (Rép.)	4,8	3,8	5,9	6 960
Moldova	5,2	5,2	5,2	1 980
Mongolie	5,3	5,7	4,9	2 320
Suriname	5,3	4,7	6,0	7 640
Ouzbékistan	5,6	4,8	6,4	1 510
Fidji	6,0	4,5	7,4	3 680
Equateur	6,2	6,3	6,2	4 140
Paraguay	6,7	7,7	5,8	2 970
Guatemala	7,8	7,8	7,8	2 870
Arménie	8,0	4,8	11,2	3 360
Bolivie	8,2	6,4	10,1	2 040
Namibie	8,6	8,8	8,4	4 700
Philippines	9,4	6,3	12,5	2 210
Ghana	10,1	9,0	11,3	1 410
Botswana	11,6	9,0	14,1	7 480
Honduras	11,8	16,1	7,4	1 970
Kenya	12,4	8,2	16,5	820
Maroc	12,5	20,0	4,9	2 970
Pakistan	14,6	3,1	26,1	1 120
Bangladesh	14,7	16,8	12,6	770
Samoa	15,0	17,9	12,2	3 190
Nicaragua	15,3	18,3	12,3	1 170
Nigéria	16,2	13,0	19,5	1 200
Kirghizistan	18,5	15,8	21,2	920
Viet Nam	21,5	2,0	40,9	1 260
Tadjikistan	21,8	21,8	21,8	870
Chine	23,9	3,8	44,0	4 940
Mali	25,4	19,6	31,3	610
Lesotho	32,5	29,8	35,2	1 220
Dominicaine (Rép.)	36,9	26,1	47,7	7 090
Haïti	42,3	16,9	67,7	700
Madagascar	49,3	35,1	63,4	430
Mozambique	65,9	65,9	65,9	470
Sao Tomé-et-Principe	100,0	156,5	110,3	1 360
Zimbabwe	100,0	101,3	168,8	640
Rép. dém. du Congo	100,0	126,4	316,0	190

***Dans les pays en développement, les données sur mobile sont 40 fois plus chères que la téléphonie mobile***

A la suite du “miracle du mobile” et de l’essor sans précédent du nombre d’abonnements à la téléphonie cellulaire mobile, le large bande mobile a en quelque sorte pris le relais dans le domaine du développement des TIC. Etant donné que l’accessibilité économique des services de téléphonie mobile cellulaire a joué un rôle important dans la généralisation du mobile, il est intéressant de comparer les prix de la téléphonie cellulaire mobile (vocale) et du large bande mobile (données). Les résultats montrent que, dans les pays en développement, le large bande mobile sur téléphone à prépaiement est 40 fois plus cher, en termes de RNB par habitant, qu’une offre mensuelle de téléphonie cellulaire mobile. En revanche, dans les pays développés, les prix du large bande mobile sur téléphone à prépaiement sont en fait moins élevés que ceux du cellulaire mobile.

***Dans plus de la moitié des pays en développement, le prix du large bande mobile correspond à moins de 5% du RNB par habitant***

Un nouveau sous-panier “large bande mobile” (correspondant aux quatre différentes offres de large bande mobile et calculé pour 110 pays) fait apparaître de profondes disparités entre les pays (voir le Tableau 3.3). Les valeurs oscillent entre 0,1 (valeur minimale correspondant à un coût très accessible) en Autriche et 100 (valeur maximale, c’est-à-dire que le coût du large bande mobile est égal ou supérieur au RNB moyen par habitant et n’est donc pas accessible à la majorité de la population) à Sao Tomé-et-Principe, au Zimbabwe et dans la République démocratique du Congo.

Les pays obtenant les meilleurs résultats pour ce qui est du sous-panier large bande mobile (c’est-à-dire ceux qui pratiquent les prix les plus abordables) sont ceux qui affichent un RNB par habitant élevé et se trouvent en Europe et dans les États arabes (Qatar, Royaume-Uni, Allemagne, Koweït et France). Cependant, plusieurs pays ayant des niveaux de revenu moins élevés, tels que l’Estonie, Bahreïn et le Kazakhstan, figurent eux aussi parmi les 20 premiers du classement pour ce qui est du sous-panier large bande mobile et pratiquent des prix du large bande mobile inférieurs à 1% du RNB mensuel par habitant. Cela montre qu’indépendamment de l’importance du revenu,

d’autres facteurs (concurrence et régulation par exemple) jouent parfois un rôle non négligeable dans l’accessibilité du large bande mobile.

## **Chapitre 4. Evaluer la génération du numérique dans le monde**

Cela fait une vingtaine d’années que l’on parle de l’apparition d’une génération distincte et aisément reconnaissable de jeunes qui sont nés à l’ère du numérique et qui, en grandissant, utilisent quotidiennement les technologies de l’information et de la communication (TIC). Ces jeunes hyperconnectés, souvent appelés “la génération du numérique” ou “les jeunes nés avec le numérique”, font l’objet depuis deux décennies de recherches approfondies et de maints discours universitaires. Bien que les opinions varient sur les répercussions exactes des TIC sur les jeunes, de l’avis général, les médias numériques modifient leur façon d’apprendre, de jouer, de se rencontrer et de participer à la vie citoyenne. En outre, les recherches font apparaître que très peu d’études ont été consacrées à ce jour à la génération du numérique ou aux jeunes hyperconnectés dans les pays en développement. Cette lacune peut s’expliquer par plusieurs facteurs, notamment le fait que la société de l’information, et surtout l’utilisation de l’Internet, sont apparues beaucoup plus tard dans ces pays qu’aux États-Unis et en Europe occidentale. Il est donc nécessaire et urgent d’entreprendre des recherches plus approfondies sur la façon dont les jeunes des pays en développement utilisent les TIC et sur les répercussions de ces technologies sur leur vie.

***Le premier modèle visant à quantifier la génération du numérique dans le monde***

Pour la première fois, l’UIT a mis au point un modèle visant à quantifier la génération du numérique dans le monde. Ce modèle définit cette génération comme le nombre de jeunes hyperconnectés – âgés de 15 à 24 ans – qui naviguent en ligne depuis cinq ans ou plus. Appliqué aux données disponibles, ce modèle donne en 2012 une estimation par pays du nombre de jeunes nés avec le numérique. Ce rapport présente donc le tout premier indicateur et la toute première cartographie de ces jeunes dans le monde. Ces

résultats sont analysés région par région, en fonction du niveau de développement et des catégories de revenu, à travers le prisme des taux de scolarisation.

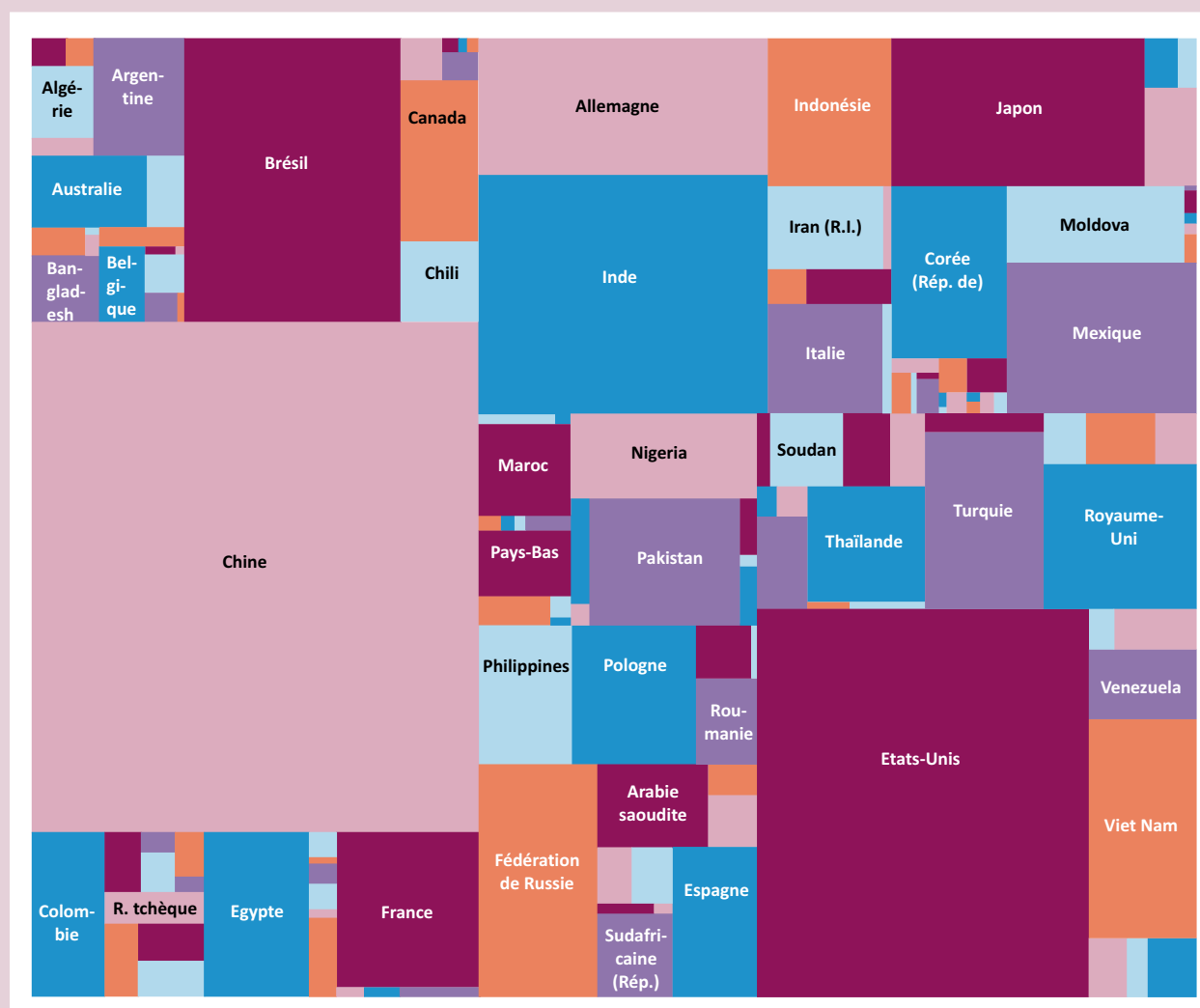
**A peine plus de 5% des habitants actuels de la planète, soit 30% des jeunes, sont nés avec le numérique**

Selon ce modèle, on comptait en 2012, sur une population mondiale d'environ 7 milliards d'habitants, quelque 363 millions de jeunes nés avec le numérique (soit un taux de 5,2%). Autrement dit, 30% de la jeunesse du monde navigue en ligne depuis au moins cinq ans. Ces jeunes constituent

dans l'ensemble une minorité parmi la jeunesse d'aujourd'hui. En effet, les taux d'utilisation de l'Internet sont relativement faibles dans de nombreux pays en développement ayant une importante population (jeune); en outre, les TIC sont apparues assez récemment et, en 2007, année dès laquelle les jeunes devaient naviguer en ligne pour que cinq ans après, en 2012, ils puissent être considérés comme faisant partie de la catégorie des jeunes nés avec le numérique, le taux de pénétration de l'Internet était relativement faible, avec seulement 21% de la population mondiale.

La Figure 4.1 illustre la répartition des jeunes nés avec le numérique par pays du monde, les pays étant énumérés

**Figure 4.1: Répartition des jeunes nés avec le numérique par pays (en nombres absolus), 2012**



Note: Nombre, en valeur absolue, de jeunes nés avec le numérique dans chaque pays (par ordre alphabétique, de haut en bas et de gauche à droite), indiqué par la dimension relative de chaque case.

Source: UIT.

dans l'ordre alphabétique. Plus la case est grande, plus le nombre de ces jeunes dans le pays est élevé. Il n'est pas étonnant que les pays très peuplés comme le Brésil, la Chine et l'Inde figurent en bonne place, mais il est à noter que des pays très connectés plus faiblement peuplés comme le Canada, les Pays-Bas et la République de Corée se distinguent également.

**La proportion des jeunes nés avec le numérique va de 0,1% (chiffre le plus bas) au Timor-Leste à 14% (chiffre le plus élevé) en Islande**

La proportion estimée de jeunes nés avec le numérique dans la population totale varie d'un pays à l'autre, le chiffre le plus bas étant de 0,1% au Timor-Leste, et le chiffre le plus élevé étant de 14% en Islande (Tableau 4.1). Les pays en position médiane sont le Bélarus (5,5%) et la Syrie (5,4%). La Chine – pays qui compte le plus grand nombre de jeunes nés avec le numérique – est très proche de la médiane (5,6%).

D'après ces résultats, les pays ayant la plus forte proportion de jeunes nés avec le numérique sont tous des pays à revenu élevé ou à revenu intermédiaire supérieur. Ils incluent les pays ayant des taux très élevés de pénétration globale de l'Internet, les pays arrivant en tête de l'Indice de développement des TIC (IDI) et les pays ayant une proportion relativement importante de jeunes dans leur population. Les pays très peuplés ayant des taux globaux de pénétration de l'Internet moyens ou relativement élevés ont tendance à avoir un nombre élevé, en valeur absolue, de jeunes nés avec le numérique, tandis que les pays à revenu élevé (qui présentent le plus souvent des niveaux globaux élevés d'utilisation de l'Internet) ont tendance à avoir une proportion relativement forte de leur population classée comme faisant partie de la catégorie des jeunes nés avec le numérique. Ainsi, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée et les Etats-Unis sont tous des pays où le taux d'utilisation des TIC est relativement élevé et où le pourcentage de jeunes nés avec le numérique est, lui aussi, élevé. La Malaisie (en quatrième position au classement d'après la proportion de ces jeunes dans la population totale) est un pays où la proportion de jeunes qui ont au moins cinq années d'expérience de la navigation sur Internet est forte.

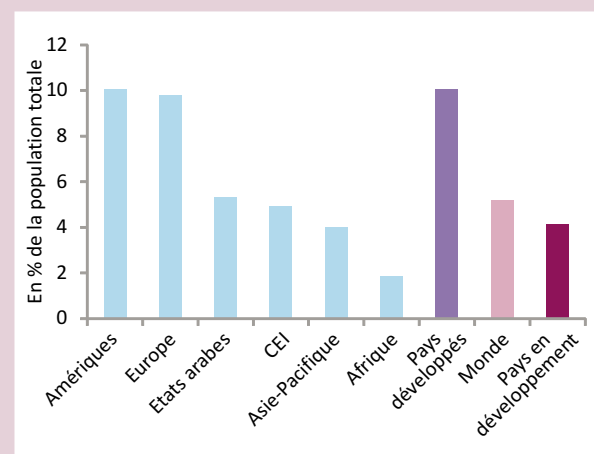
**Plus de deux fois de plus de jeunes nés avec le numérique dans les régions développées**

La proportion de jeunes nés avec le numérique dans chaque région va de 10% dans la région Amériques (chiffre le plus élevé) à 1,9% en Afrique (chiffre le plus faible). Les régions Afrique et Asie-Pacifique ont des taux relativement faibles, par comparaison, par exemple, avec l'Europe. La population de jeunes nés avec le numérique dans un pays va également de pair avec le niveau de développement (économique) de ce pays. Quelque 4,2% des habitants des pays en développement sont de la génération du numérique, contre 10% des habitants des pays développés (Graphique 4.1).

**L'explosion démographique des jeunes en Afrique et dans les pays en développement sera l'un des grands moteurs de la génération du numérique**

On sait que de nombreux pays enregistrent une véritable explosion démographique. En d'autres termes, la proportion de jeunes y est très importante par rapport à l'ensemble de la population. Cette situation se retrouve particulièrement dans les pays et les régions en développement, surtout en Afrique. Sur le plan régional, le pourcentage de la population dans la tranche d'âge 15-24 ans varie entre 20,1% en Afrique et 12,4% en Europe. Si

**Graphique 4.1: Pourcentage de jeunes nés avec le numérique dans la population totale, par région et par niveau de développement, 2012**



Source: UIT.





L'on examine les tranches de revenu, il est manifeste que l'explosion démographique est la plus importante dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

Ceci explique aussi pourquoi certains pays à faible revenu, par exemple le Kirghizistan et le Zimbabwe, où les jeunes entre 15 et 24 ans représentent respectivement 21,5 et 24,4% de la population, ont des pourcentages relativement élevés de jeunes nés avec le numérique. De manière analogue, des pays à revenu intermédiaire inférieur comme le Maroc, l'Égypte et la Syrie ont des taux relativement élevés de jeunes nés avec le numérique, en grande partie parce qu'ils ont une forte population jeune. L'explosion démographique en Afrique et dans les pays en développement sera l'un des grands moteurs de la génération du numérique dans ces pays.

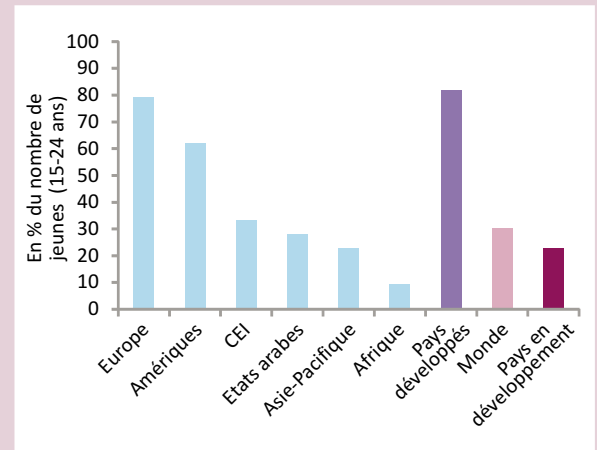
**Au moins 79% des jeunes en Europe font partie de la génération du numérique, contre seulement 9,2% en Afrique**

Une autre méthode d'évaluation de la génération du numérique consiste à analyser le pourcentage de la population de jeunes dans un pays qui sont nés avec le numérique. Dans l'ensemble du monde, la plupart (70%) des jeunes ne sont pas nés avec le numérique. La proportion de jeunes qui le sont n'est pas uniforme, mais varie entre 99,6% (chiffre le plus élevé) en République de Corée et 0,6% (chiffre le plus faible) au Timor-Leste. Ce chiffre varie considérablement en fonction de la région et du niveau de développement économique, allant de 9,2% en Afrique à 79,1% en Europe, et de 22,8% dans les pays en développement à 81,9% dans les pays développés (Graphique 4.2). Un fort pourcentage d'utilisation de l'Internet parmi les jeunes est l'un des moteurs de la génération du numérique, en particulier en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays développés en règle générale.

**Au cours des cinq prochaines années, le nombre de jeunes nés avec le numérique va plus que doubler dans les pays en développement**

Un grand nombre de jeunes n'ont commencé à utiliser l'Internet que très récemment (c'est-à-dire depuis moins de cinq ans), en particulier dans les pays en développement.

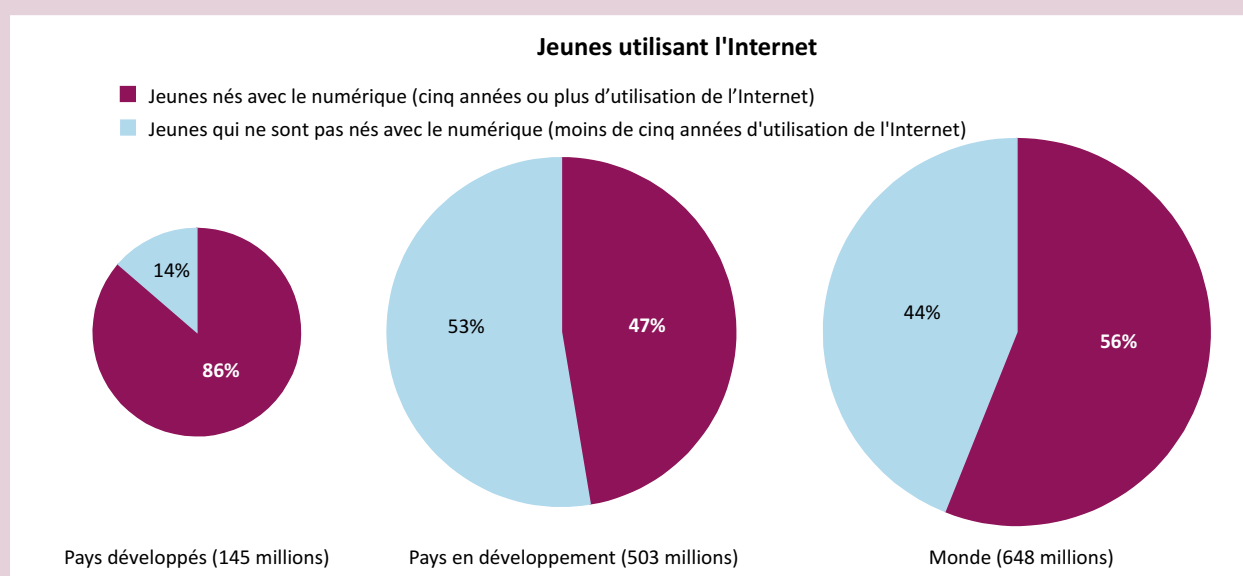
**Graphique 4.2: Pourcentage parmi les jeunes (15-24 ans) de ceux qui sont nés avec le numérique, en fonction de la région et du niveau de développement, 2012**



Source: UIT.

Dans les pays développés, on estime à 86,3% le taux de jeunes nés avec le numérique sur un total de 145 millions de jeunes navigant sur l'Internet, tandis que dans les pays en développement, moins de la moitié des 503 millions de jeunes navigant sur l'Internet sont nés avec le numérique. Au niveau mondial, un peu plus de la moitié (56%) des jeunes utilisant l'Internet sont considérés en 2012 comme étant nés avec le numérique, les 44% restants (environ 285 millions) étant des "nouveaux venus" (jeunes ayant moins de cinq années d'expérience de navigation sur l'Internet) (voir le Graphique 4.3).

Au cours des cinq dernières années, le pourcentage d'internautes a considérablement augmenté dans les pays en développement, passant de 11,9% en 2007 à 30,7% en 2012. Le rapport montre que, dans les pays en développement, 53% des jeunes navigant actuellement sur l'Internet ne remplissent pas encore les conditions requises pour faire partie de la génération du numérique. Par conséquent, au cours des cinq prochaines années, le nombre de jeunes nés avec le numérique va plus que doubler dans les pays en développement, dans l'hypothèse où les jeunes n'abandonnent pas l'utilisation de l'Internet.

**Graphique 4.3: Pourcentage de jeunes nés avec le numérique parmi les jeunes utilisant l'Internet, 2012**

Source: UIT.

### **Le nombre d'internautes est presque deux fois plus élevé parmi les jeunes que parmi l'ensemble de la population**

Un autre résultat de l'étude montre que les jeunes ont tendance à être plus nombreux à utiliser l'Internet que l'ensemble de la population. Le rapport va de 2,8 (chiffre le plus élevé) en Érythrée (autrement dit le nombre d'internautes est presque trois fois plus élevé parmi les jeunes que parmi l'ensemble de la population) à 1,02 (chiffre le plus faible) en Islande (où la quasi-totalité de la population, quelle que soit la tranche d'âge, utilise l'Internet).

Ce rapport montre que, dans la plupart des pays, les internautes sont nettement plus nombreux parmi les jeunes que parmi l'ensemble de la population, même si on observe des variations en fonction de la région et du niveau économique. Le rapport va de 2,3 en Afrique à 1,3 en Europe. En ce qui concerne les variations entre les quatre tranches de revenu, plus les pays ont un revenu élevé, plus le rapport est faible. La valeur moyenne du rapport dans le monde est de 1,8, ce qui signifie qu'au niveau mondial, le nombre d'internautes est presque deux fois plus élevé parmi les jeunes que parmi l'ensemble de

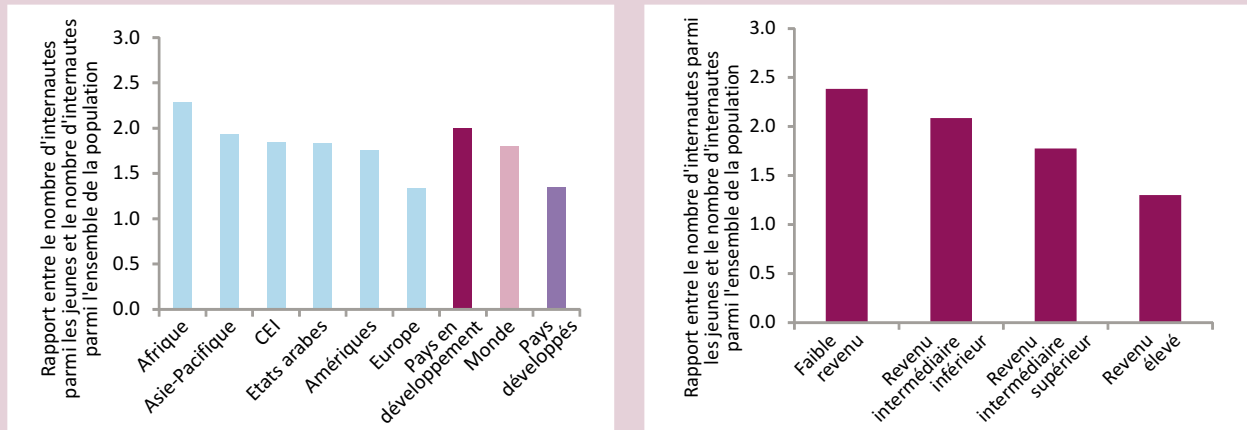
la population. Dans les pays en développement, la valeur moyenne du rapport est de 2 (autrement dit les jeunes sont deux fois plus nombreux à utiliser l'Internet que l'ensemble de la population), tandis que dans les pays développés, elle est de 1,3. Par conséquent, l'écart en fonction de l'âge est le plus important dans les pays en développement, où les jeunes nés avec le numérique sont les principaux utilisateurs de l'Internet dans leur pays (voir le Graphique 4.4).

### **Les jeunes nés avec le numérique jouent un rôle très important dans les pays en développement**

Ces résultats montrent, compte tenu en plus de l'explosion démographique mentionnée plus haut, l'importance des jeunes nés avec le numérique – non seulement du point de vue de leur nombre, mais aussi du point de vue du rôle qu'ils jouent – en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur et dans les pays d'Afrique et du sud de l'Asie. Lorsque, dans un pays, les jeunes prennent l'initiative d'adopter le numérique, alors ils ont tendance:

- à être mieux à même d'utiliser l'Internet que le reste de la population du pays;

**Graphique 4.4: Rapport entre le nombre d'internautes parmi les jeunes (15-24 ans) et le nombre d'internautes parmi l'ensemble de la population, en fonction de la région et du niveau de développement (à gauche), et en fonction de la tranche de revenu (à droite), 2012**



Source: UIT.

- à avoir un niveau de compétences et de maîtrise des technologies numériques plus élevé que l'ensemble de la population;
- à avoir potentiellement un état d'esprit davantage tourné vers l'utilisation de l'Internet que le reste de la population.

De fait, on peut raisonnablement penser que, plus l'écart entre les nombres d'internautes en fonction de l'âge est élevé, plus les caractéristiques les plus marquantes attribuées par certains aux jeunes nés avec le numérique ressortent – à savoir le fait qu'ils ont un mode de pensée différent et qu'ils sont une espèce à part. Par conséquent, ce sont les pays présentant les plus gros écarts en fonction de l'âge (essentiellement des pays en développement) dans lesquels les jeunes nés avec le numérique sont susceptibles d'avoir le plus d'influence. Paradoxalement, alors que la plupart des études sur les jeunes nés avec le numérique concernent des pays à revenu élevé, il semble qu'il y aurait tout intérêt à mener ce type d'études dans les pays en développement. Ces résultats soulignent également la nécessité de mener des études plus approfondies pour analyser dans quelle

mesure les jeunes nés avec le numérique pensent, travaillent et agissent différemment, et pour déterminer s'il faudrait en conséquence modifier la façon d'enseigner à ces jeunes ou la façon de les faire travailler.

***L'amélioration de l'infrastructure des TIC et l'augmentation du taux de scolarisation permettent d'accroître le nombre de jeunes nés avec le numérique***

Dans un pays donné, il existe une forte corrélation entre, d'une part, l'infrastructure et l'essor des TIC et le taux de scolarisation dans le secondaire et le supérieur et, d'autre part, le pourcentage de jeunes nés avec le numérique dans la population. En particulier, il apparaît que plus le taux de scolarisation féminin dans le secondaire et le supérieur est élevé, plus la part des jeunes nés avec le numérique est élevée.

L'analyse donne quelques conclusions importantes sur le plan politique. L'amélioration constante des infrastructures des TIC et l'augmentation du taux de scolarisation dans le secondaire et le supérieur, en particulier des jeunes filles, sont des moteurs de la génération du numérique et de la société de l'information dans les pays.

## Chapitre 5. Tendances de la radiodiffusion télévisuelle numérique

La transmission télévisuelle est depuis longtemps un service de communication électronique courant, et bien qu'elle ait subi plusieurs évolutions technologiques au cours de son histoire, la télévision n'a connu aucune baisse de pénétration, puisque près de 80% des ménages dans le monde possédaient un téléviseur à la fin de 2012. Par conséquent, les signaux de télévision sont reçus par une grande majorité de la population mondiale, et touchent donc un public bien plus large que les autres TIC.

De par sa vaste couverture et son niveau d'adoption élevé, la télévision est bien placée pour assurer une partie des services publics liés aux communications. Par ailleurs, elle représente un marché important pour les créateurs de contenus, les distributeurs et les réseaux privés. Ces parties prenantes issues du secteur privé sont essentielles pour encourager l'utilisation de la télévision et promouvoir l'évolution des réseaux de télévision.

***En 2012, pas moins de 72% des ménages possédaient un téléviseur dans les pays en développement, tandis que ce taux s'élevait à 98% dans les pays développés***

Selon les estimations, 1,4 milliard de ménages dans le monde disposaient d'au moins un poste de télévision à la fin de 2012. Dans les pays développés, la quasi-totalité des ménages avaient la télévision en 2008, alors que dans les pays en développement, ce taux était de 69% à la même époque. Entre 2008 et 2012, l'essentiel de la croissance a eu lieu dans les pays en développement, où 87 millions de ménages supplémentaires se sont dotés d'un poste de télévision, ce qui a fait passer à 72% le taux de pénétration de la télévision dans les ménages à l'issue de cette période. Dans les pays développés, le taux des ménages disposant de la télévision est resté stable au cours de ces quatre ans, à 98%.

Cependant, il reste encore des sources potentielles de croissance. En effet, dans les pays en développement,

environ 350 millions de ménages n'avaient pas la télévision à la fin de 2012. Cela vaut en particulier pour l'Afrique où, à cette date, moins d'un tiers des ménages avaient la télévision. En revanche, dans toutes les autres régions, le taux des ménages recevant la télévision était supérieur à 75% (Graphique 5.1).

***En 2012, pour la première fois, davantage de ménages étaient équipés de la télévision numérique que de la télévision analogique***

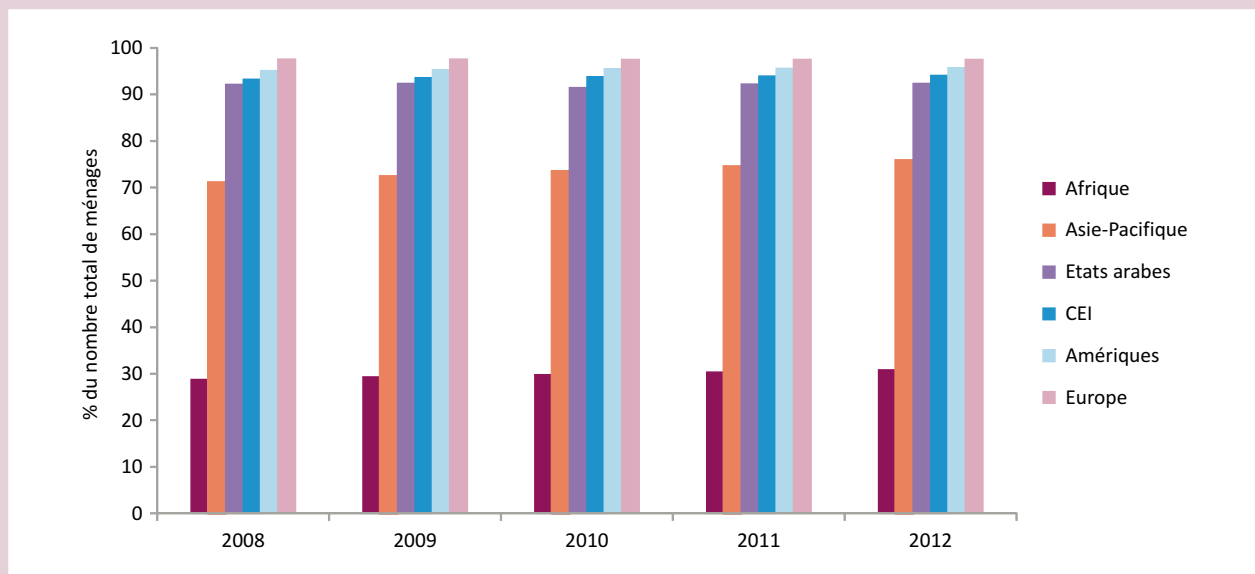
La transmission numérique prend rapidement la place de la transmission analogique en tant que technologie de référence, en raison de sa robustesse et de son utilisation efficace des fréquences radioélectriques, qui lui permettent d'assurer une meilleure qualité et un plus grand choix de chaînes.

Entre 2008 et 2012, le monde a connu un glissement considérable de l'analogique au numérique en matière de réception télévisuelle. En 2012, au total, 55% des ménages équipés d'un poste de télévision recevaient des signaux numériques, alors qu'ils n'étaient que 30% en 2008 (Graphique 5.2). C'est en 2012 qu'a été franchie la barre des 50%. Le passage au numérique a lieu également dans les pays en développement, où le nombre de ménages recevant la télévision numérique a presque triplé au cours de la même période. Dans les pays développés, 81% des ménages disposant d'un poste de télévision recevaient des signaux numériques à la fin de 2012.

Ce passage à la réception télévisuelle numérique a été facilité par l'action des pouvoirs publics au niveau national et par des initiatives internationales. L'Accord GE06 de l'UIT constitue un exemple important d'initiative internationale en faveur du passage au numérique: en 2006, les pouvoirs publics de 120 pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique, ont adopté plusieurs mesures relatives à l'introduction de la radiodiffusion numérique, y compris des échéances concernant l'arrêt de la télévision analogique de Terre. De nombreux opérateurs de télévision à péage ont donné une impulsion supplémentaire en encourageant leurs abonnés à passer à une offre numérique.

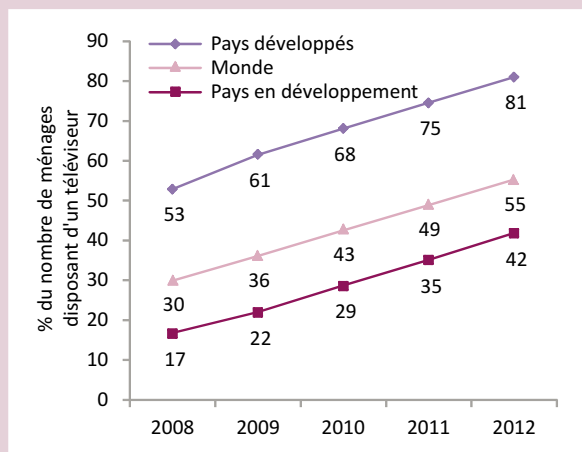
La part des ménages recevant la télévision numérique sur le nombre total de ménages disposant de la télévision

**Graphique 5.1: Ménages disposant de la télévision, en fonction de la région, 2008-2012**



Source: Estimations basées sur les données de Digital TV Research et de l'UIT. Ces données couvrent 140 pays représentant 98% de la totalité des ménages dans le monde.

**Graphique 5.2: Ménages disposant de la télévision numérique, dans le monde et en fonction du niveau de développement, 2008-2012**

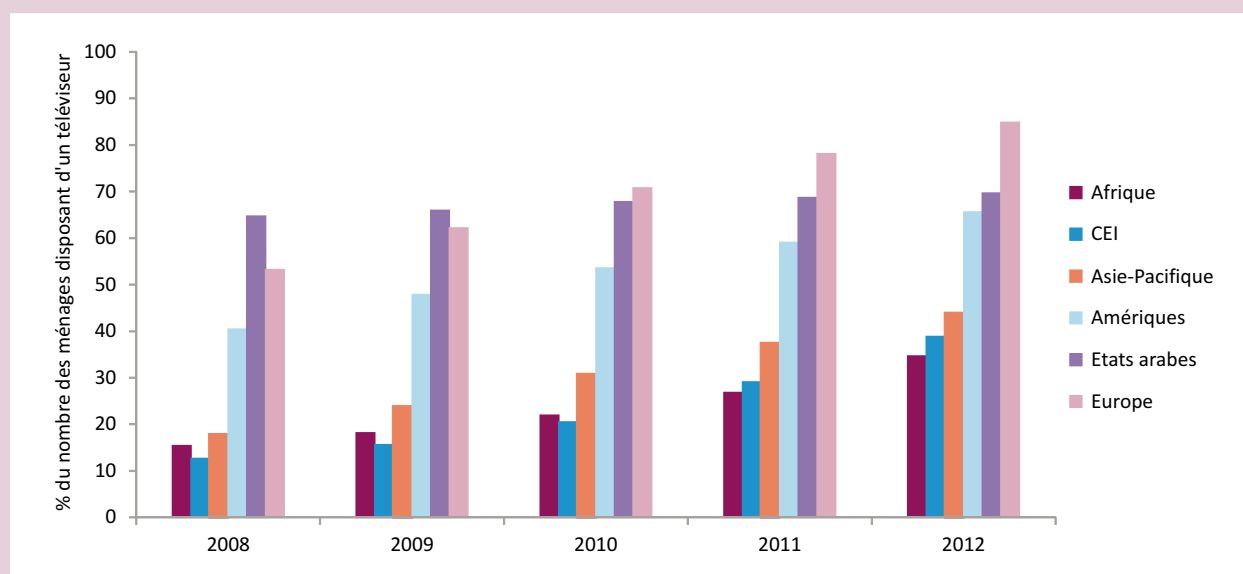


Source: Estimations basées sur les données de Digital TV Research et de l'UIT. Ces données couvrent 140 pays représentant 98% de la totalité des ménages dans le monde.

varie considérablement suivant la région (Graphique 5.3). Dans la région Amériques, la région des Etats arabes et la région Europe, la réception des signaux de télévision était assurée au moyen de technologies numériques dans plus

de la moitié des ménages disposant de la télévision à la fin de 2012. Dans les Etats arabes, cette situation est liée à la prépondérance des technologies satellitaires (qui sont numériques) comme moyen de réception des signaux de télévision. Dans la région Amériques, la croissance de la pénétration de la télévision numérique est due avant tout à la conversion des réseaux de télévision par câble aux technologies numériques. L'Europe a atteint le premier rang en ce qui concerne la part des ménages recevant la télévision numérique sur le nombre total de ménages disposant d'un poste de télévision, grâce aux progrès accomplis dans le cadre du passage à la télévision numérique de Terre (TNT).

En revanche, l'Afrique, la CEI et l'Asie-Pacifique n'en sont pas encore à mi-chemin en ce qui concerne le passage à la télévision numérique. Néanmoins, dans chacune de ces trois régions, le nombre de ménages recevant la télévision numérique a plus que doublé entre 2008 et 2012. Dans la région de la CEI, cette croissance résulte de l'adoption des technologies numériques par des ménages qui recevaient la télévision analogique. En Afrique, les données indiquent que de nombreux ménages ont directement adopté les technologies numériques. Dans la région Asie Pacifique, c'est à la fois le passage

**Graphique 5.3: Ménages disposant de la télévision numérique, en fonction de la région, 2008-2012**

Source: Estimations basées sur les données de Digital TV Research et de l'UIT. Ces données couvrent 140 pays représentant 98% de la totalité des ménages dans le monde.

aux technologies numériques de certains ménages et l'adoption directe des technologies numériques par d'autres qui expliquent l'expansion des services de télévision numérique.

Afin d'accomplir de nouveaux progrès sur la voie du passage au numérique, il est nécessaire que les pouvoirs publics prennent un ensemble de mesures complexes (lois, décrets techniques, réattribution des fréquences radioélectriques, nouvelles autorisations, coordination transfrontière des fréquences, etc.), qui permettront aux opérateurs de réellement engager le processus et aux ménages de commencer à s'adapter au changement. Les pouvoirs publics devraient élaborer des stratégies nationales visant à coordonner toutes les mesures nécessaires au passage au numérique.

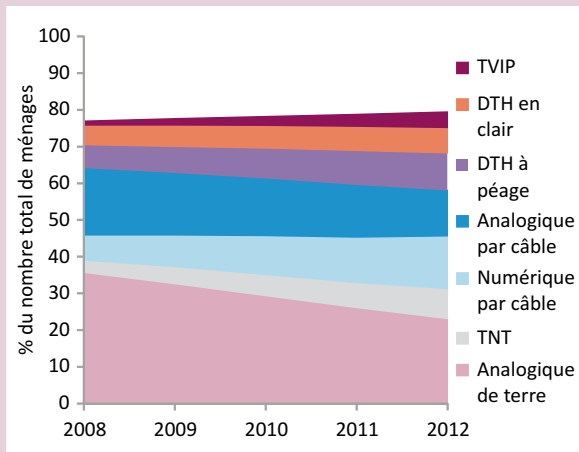
Ces stratégies devraient comporter des objectifs et des échéances clairement définis, et faire l'objet d'un suivi régulier. Il conviendrait d'informer de manière transparente la population et toutes les parties prenantes concernées (y compris le secteur privé) au sujet des progrès accomplis. Cela concerne particulièrement les pays en développement, où le passage au numérique n'en est qu'à ses débuts.

***La télévision numérique par câble et la TNT ont vu leur utilisation doubler entre 2008 et 2012, alors que celle de la TVIP a été multipliée par quatre***

Les plates-formes traditionnelles de télévision multicanal, comme le câble et la diffusion directe par satellite (DTH), sont de plus en plus concurrencées par les services de TVIP et même par les chaînes de la TNT. Par ailleurs, le déclin des technologies de télévision analogiques a été compensé par la croissance des technologies numériques (Graphique 5.4). Les abonnements à la télévision numérique par câble ont plus que doublé entre 2008 et 2012, de même que le nombre de ménages recevant la TNT. La technologie qui a enregistré la croissance relative la plus forte est la TVIP, dont le nombre total d'abonnements a été multiplié par plus de quatre.

Cependant, en termes d'effectifs, la TVIP ne représente encore qu'une faible part de l'ensemble des ménages disposant de la télévision (5% en 2012). La radiodiffusion de Terre reste la plate-forme de diffusion télévisuelle la plus courante, bien que le nombre de ménages recevant des programmes de télévision de Terre ait considérablement diminué entre 2008 et 2012 (de 51% à 39%). La télévision par câble a gardé

**Graphique 5.4: Ménages disposant de la télévision, en fonction du type de technologie, 2008-2012**



Source: Estimations basées sur les données de Digital TV Research et de l'UIT. Ces données couvrent 140 pays représentant 98% de la totalité des ménages dans le monde.

la même part sur le nombre total de ménages recevant la télévision (34% en 2012), alors que les abonnements à la diffusion directe par satellite ont enregistré la hausse la plus forte au cours de ces quatre ans (de 15% à 22%).

Si chaque pays est différent et possède des caractéristiques propres en matière de réception télévisuelle, on observe de grandes tendances au niveau régional.

- **Afrique:** La radiodiffusion télévisuelle analogique de Terre est la principale plate forme de télévision dans la région Afrique (20% de pénétration dans les ménages en 2012). De nombreux pays sont en train de convertir au numérique leurs réseaux de radiodiffusion de Terre. En effet, la TNT occupe depuis 2010 une place non négligeable dans la région, et a atteint un taux de pénétration de 3% dans les ménages à la fin de 2012. Dans la région, la quasi-totalité de la télévision à péage correspond à la diffusion directe par satellite (DTH) à péage (6% en 2012), et la majeure partie des abonnés souscrivent à l'une des plates-formes panrégionales de télévision par satellite à péage.
- **Etats arabes:** Environ deux tiers des ménages disposant de la télévision dans la région des Etats

arabes reçoivent des signaux numériques par satellite en clair, tandis que le dernier tiers utilise principalement la radiodiffusion télévisuelle analogique de Terre. L'abondance de chaînes en clair a freiné l'adoption des services de télévision à péage, et la TNT en est encore à ses tous premiers pas dans la région.

- **Asie-Pacifique:** La radiodiffusion analogique de Terre demeure la plate-forme de télévision la plus courante dans la région Asie-Pacifique, bien qu'elle ait perdu beaucoup de terrain en termes de part de marché (baisse de 37% à 26% du taux de pénétration dans les ménages entre 2008 et 2012). En 2012, les ménages recevant la télévision par câble (analogique ou numérique) sont devenus plus nombreux que ceux recevant uniquement la radiodiffusion télévisuelle de Terre (analogique ou TNT). La tâche colossale consistant à moderniser les équipements des foyers raccordés aux réseaux câblés analogiques bon marché et rudimentaires est en cours dans la région. Mis à part dans les pays développés, comme l'Australie et le Japon, la TNT n'a pour l'instant guère de poids dans la région.
- **Communauté des Etats indépendants:** La part des ménages disposant uniquement de la télévision analogique de Terre dans la région de la CEI est passée de 63% à 41% entre 2008 et 2012, ce qui n'a pas empêché la radiodiffusion analogique de Terre de rester la plate forme de télévision la plus courante dans la région. Bien que cette baisse ait été compensée en partie par l'augmentation de la part des ménages recevant uniquement la TNT (de moins de 1% en 2008 à 8% en 2012), elle a également profité à d'autres plates formes de télévision. C'est ainsi que les abonnements à la diffusion directe par satellite (DTH) à péage ont triplé en quatre ans, ce qui a permis à celle-ci d'atteindre un taux de pénétration dans les ménages de 12% en 2012, alors que celui de la TVIP, quasi nul en 2008, était de 4% quatre ans plus tard.
- **Europe:** La région Europe est dotée de marchés de la télévision parmi les plus diversifiés et les plus concurrentiels au monde, ce qui résulte d'une forte



concurrence entre les plates formes et du stade avancé du passage à la télévision numérique. A la fin de 2012, seuls 6% des ménages de la région utilisaient la radiodiffusion analogique de Terre, alors que 25% des ménages recevaient uniquement la TNT. La télévision par câble connaît la même évolution, de façon plus lente, toutefois. Cependant, la technologie la plus attractive auprès des ménages se dotant de technologies de télévision numérique a été la TVIP, dont le taux de pénétration dans les ménages a atteint 10% en 2012. Pour autant, la diffusion télévisuelle directe par satellite (DTH) se maintient, et on observe même une hausse du taux de pénétration aussi bien des services en clair que des services à péage utilisant cette technologie.

- **Amériques:** En 2012, la télévision numérique par câble a devancé la radiodiffusion analogique de Terre comme première plate-forme de télévision dans la région Amériques, chacune de ces deux technologies étant présente dans presque un quart des ménages de la région. Environ 21% des ménages de la région avaient accès à des services de diffusion directe par satellite (DTH) à péage. La TNT a connu une forte croissance, et de grands pays tels que le Brésil, le Canada et les Etats-Unis ont procédé à l'arrêt de la radiodiffusion analogique de Terre ou sont en passe de le faire. Des différences persistent entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine en termes de marchés de la télévision: à la fin de 2012, 93% des ménages disposant de la télévision en Amérique du Nord recevaient des signaux numériques, alors qu'ils n'étaient que 35% en Amérique latine.

**Depuis 2011, les ménages ayant accès à des services de télévision à péage sont plus nombreux que ceux qui reçoivent uniquement la télévision en clair**

Le nombre d'abonnements à la télévision à péage a augmenté de 32% à l'échelle mondiale entre 2008 et 2012, et a pris le pas sur la télévision en clair en 2011. Le nombre d'abonnements à la télévision à péage s'élevait à 728 millions à la fin de 2012, ce qui signifie que 53% de la totalité des ménages disposant de la télévision étaient abonnés à la télévision à péage.

La région Amériques est celle où la pénétration de la télévision à péage est la plus forte: près de 60% des ménages étaient abonnés à des services de télévision à péage à la fin de 2012 (Graphique 5.5). Ce chiffre est dû à la forte adoption de la télévision par câble et de la diffusion directe par satellite (DTH) dans la région, ainsi qu'à l'influence des Etats-Unis, où 85% des ménages avaient accès à des services de télévision à péage.

L'autre région où plus de 50% des ménages disposent de la télévision à péage est l'Europe. Si la pénétration de la télévision à péage y est légèrement plus faible que dans la région Amériques, c'est en raison du développement de la TNT en clair. En effet, 25% des ménages de la région Europe recevaient uniquement la TNT, alors qu'ils n'étaient que 12% dans la région Amériques, ce qui laisse entendre que la TNT peut concurrencer à armes égales d'autres plates-formes multicanal.

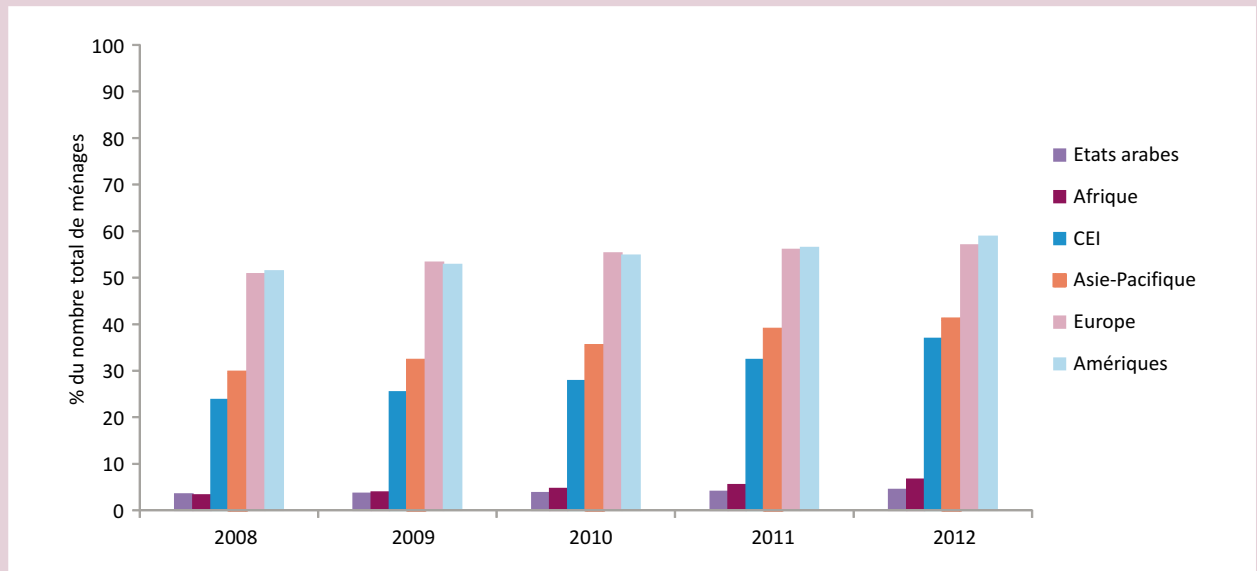
L'Afrique et les Etats arabes étaient de loin les régions où la pénétration de la télévision à péage était la plus faible. Néanmoins, le nombre d'abonnements à la télévision à péage en Afrique a doublé entre 2008 et 2012, de sorte que 7% des ménages de la région recevaient des services de télévision à péage à la fin de 2012. Ce dynamisme contraste avec la tendance qui prévaut dans les Etats arabes. En effet, le nombre d'abonnements à la télévision à péage dans cette région a peu augmenté en quatre ans. Ce résultat est en adéquation avec la prépondérance dans la région de la télévision par satellite en clair et de la radiodiffusion analogique de Terre, deux plates-formes de télévision gratuites.

Le câble reste la technologie la plus courante en ce qui concerne la réception de la télévision à péage. Toutefois, les parts respectives de la diffusion directe par satellite (DTH) et de la TVIP dans le nombre total d'abonnements à la télévision à péage sont en nette augmentation (Graphique 5.6).

**La fourniture de services de télévision sur l'Internet connaît un succès grandissant**

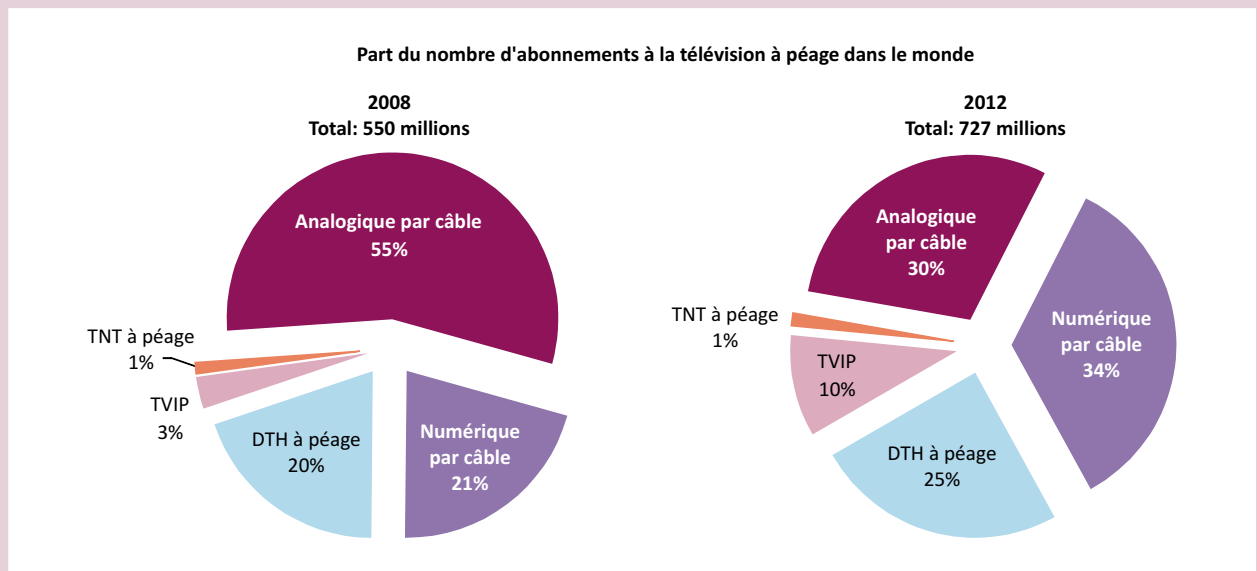
L'Internet commence à jouer un rôle dans le secteur de l'audiovisuel, notamment par l'intermédiaire des fournisseurs de contenus audiovisuels dits OTT, tels

**Graphique 5.5: Ménages disposant de la télévision à péage, en fonction de la région, 2008-2012**



Source: Estimations basées sur les données de Digital TV Research et de l'UIT. Ces données couvrent 140 pays représentant 98% de la totalité des ménages dans le monde.

**Graphique 5.6: Abonnements à la télévision à péage, par type de technologie, 2008 et 2012**



Source: Estimations basées sur les données de Digital TV Research et de l'UIT. Ces données couvrent 140 pays représentant 98% de la totalité des ménages dans le monde.

que YouTube, Netflix et PPlive (Chine), mais aussi de nombreuses chaînes ou stations de radiodiffusion traditionnelles proposant des contenus télévisuels et

vidéo en diffusion continue ou en téléchargement sur l'Internet. Ce type de contenus vient s'ajouter à la TVIP, permettant aux opérateurs de télécommunication

d'inclure des services de télévision dans leurs offres groupées (téléphonie fixe, Internet et télévision), tout en faisant en sorte que le signal télévisuel reçu par les consommateurs soit satisfaisant en termes de qualité de service. Parallèlement, de plus en plus de postes de télévision, de boîtiers-décodeurs, de consoles de jeu et de lecteurs de DVD sont munis de dispositifs de connexion à l'Internet, et comportent des applications qui permettent aux consommateurs d'accéder à des contenus audiovisuels en ligne.

La télévision et la vidéo OTT en diffusion continue nécessitent une grande capacité large bande. En effet, contrairement à ce qui passe dans le cas de la TVIP, la fourniture de la télévision et de la vidéo OTT a lieu "au-dessus" de l'Internet, si bien que la qualité de service dépend de la capacité de chaque connexion de bout en bout. Devant la croissance exponentielle du trafic de données liée à la télévision et à la vidéo sur l'Internet, les opérateurs et les régulateurs vont devoir relever le défi consistant à répondre aux besoins d'un nombre grandissant d'utilisateurs et de dispositifs.

## Notes

- <sup>1</sup> En 2011, la Commission «Le large bande au service du développement numérique» a adopté quatre objectifs à atteindre à l'horizon 2015, à savoir: 1) rendre universelle la politique en faveur du large bande; 2) rendre le large bande financièrement abordable; 3) connecter les ménages au large bande; et 4) connecter le plus grand nombre à l'Internet. Voir l'adresse: <http://www.broadbandcommission.org>.
- <sup>2</sup> Base de données de l'UIT sur la réglementation des télécommunications dans le monde.
- <sup>3</sup> Dans la présente publication, les régions désignent les régions de l'UIT/BDT, voir l'adresse: <http://www.itu.int/ITU-D/ict/definitions/regions/index.html>.

**La version complète du rapport, ainsi que le résumé dans les six langues officielles de l'UIT, sont disponibles à l'adresse suivante:**

**<http://www.itu.int/go/mis2013>**